

Aujourd'hui la Turquie



Istanbul - Paris - Ankara - Genève - Izmir - Bruxelles - Antalya - Montréal

3 YTL - 1,70 euro

www.aujourdhuiturquie.com

N° ISSN : 1305-6476

Le journal francophone de la Turquie - numéro 21, Janvier 2007

Un accès facile vers le monde entier: GeoPostYurtiçi...



www.geopostyurtici.com.tr



Médias



Gilles Martin-Chauffier

Rédacteur en chef de Paris Match, il nous a commenté l'actualité des élections en France et les particularités des médias turcs.

Page 10

CAP Turquie



Raphaël Esposito

Directeur de la CCIFT, il nous présente les activités de la Chambre visant à mieux faire connaître le marché turc aux entreprises françaises.

Page 5

Notre Dame de Sion



Yann de Lansalut

D'après le Directeur de ce lycée francophone: «Comme, il n'y a pas de neutralité dans l'éducation, la vie à Sion a ses règles, son style et son esprit.»

Page 8

Nouveau

Le Supplément

ALT
économie



Ender Arat

Espagne - Turquie :
« Des relations prometteuses en perspective »
par S.E. Ender Arat

Notre objectif: mieux présenter la Turquie

Le président du Groupe Européen de Communication, Ahmet Sever, travaille sur l'image et sur la représentation de la Turquie et des citoyens turcs en Europe. Faciliter les dialogues internationaux et représenter la Turquie de la façon la plus objective possible sont pour lui les meilleurs moyens de pousser la porte de l'Europe mais aussi les plus efficaces pour atteindre les normes qui vont améliorer les conditions de vies des Turcs.



Ahmet Sever

la propreté de l'environnement, le droit des consommateurs, etc. C'est-à-dire, atteindre les plus hautes normes en ce qui concerne la vie même de la population car, qu'on l'accepte ou non, les normes les plus élevées se trouvent dans les pays européens et c'est la raison pour laquelle ce processus va faciliter l'application de ces normes en Turquie. Je suis triste de devoir dire cela, mais on aurait souhaité que la Turquie parvienne à franchir ce pas avec sa propre dynamique et sa propre volonté et à s'approprier ces mêmes standards.

(lire la suite page 3)



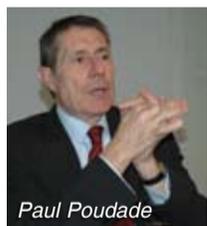
Hüseyin Latif

Le Moyen-Orient entre l'illusion et la réalité

Entretien avec Hüseyin Latif à l'occasion de la sortie de son livre « Le projet des contradictions; le Grand Moyen-Orient et le rôle improvisé par les États-Unis pour la Turquie ».

(lire la suite pages 6-7)

Une négociation réussie avec la Turquie est dans l'intérêt de l'Europe



Paul Poudade

C'est à la veille des fêtes de fin d'année que S.E. Paul Poudade, Ambassadeur de France en Turquie, a accepté notre demande d'interview. Il nous a reçus chaleureusement à l'Ambassade

de France à Ankara. De l'Europe aux relations franco-turques en passant par les relations entre la Turquie et l'UE, il a bien voulu répondre à toutes nos questions.

(lire la suite page 4)

Un journal indépendant

Dans la politique, l'économie et la culture des pays démocratiques, il existe de nombreux groupes de pression et d'intérêts. Ces groupes utilisent, dans la mesure du possible, des moyens de communication comme la télévision, la radio ou bien encore les journaux. Ils essaient de créer une opinion publique en accord avec leurs intérêts afin d'attirer.



*Haydar Çakmak

(lire la suite page 9)

Pourquoi l'UE est-elle devenue aujourd'hui incontournable ? Quels sont les intérêts de la Turquie dans ses relations avec l'UE ?

Dans le fond, être membre de l'UE n'est pas si vital. Ce qui est important pour la Turquie, c'est d'atteindre les normes de standardisation de l'Occident dans tous les domaines, et pas seulement dans la politique mais aussi dans la vie de tous les jours, par exemple le contrôle des aliments,

La construction : contrôle renforcé et nouvelles normes antisismiques

En Turquie, beaucoup de bâtiments ne sont pas correctement entretenus. Avec la nouvelle loi mise en application par l'État, les bâtiments construits par des ingénieurs professionnels doivent par la suite, être contrôlés par une société indépendante. C'est ce que nous explique Tuncer Çelik, ingénieur en construction, professeur dans de nombreuses Universités en Turquie.

Bien que vous soyez à l'origine un ingénieur en construction, pourquoi avez-vous choisi d'être professeur à l'Université ? Je participe en fait à l'enseignement des cours d'ingénieur en construction. Mon



Tuncer Çelik

véritable métier est de donner des cours, d'enseigner. J'ai, pendant de longues années enseigné en tant que professeur de structure et architecture en Turquie et à l'étranger et j'ai fini par devenir doyen de la Faculté d'Ingénierie-Architecture à l'Université de Beykent.

(lire la suite page 9)



Si notre parti (CHP) arrive au pouvoir, nous exigeons une réponse honnête de l'UE

Où en sont les relations de la Turquie avec l'Europe ? Le vice-président du Parti Républicain du Peuple (CHP), Monsieur Onur Öymen nous explique avec beaucoup de franchise les enjeux et la



Onur Öymen

tournure que prennent les relations entre la Turquie et l'UE, mais aussi entre la Turquie et la France. Quels que soient les arguments en ce qui concerne l'adhésion de la Turquie, Onur Öymen demande par-dessus tout, un débat honnête.

(lire la suite page 11)

Pas de répit pour l'Irak



* Barah MIKAIL

La politique américaine au Moyen-Orient n'est pas toujours exempte de répercussions inattendues. En novembre dernier, la victoire –relative mais non moins acquise– des Démocrates à l'issue des élections de mi-mandat aux États-Unis avait ainsi confirmé les limites de la stratégie moyen-orientale post-11 septembre formulée par l'Administration du président George W. Bush. Elle mènera à la démission du jusqu'alors inamovible secrétaire d'État à la Défense Donald Rumsfeld, ainsi qu'à la perte annoncée par John Bolton de son poste de représentant des États-Unis auprès de l'ONU. Cette mise à l'écart officielle de figures néo-conservatrices incontournables ne semblait pas entièrement étrangère à la publication, quelques jours plus tard, du rapport Baker-Hamilton sur la situation en Irak. Il convient cependant de voir dans ces événements le signe d'un recalibrage tactique américain, et non d'un quelconque bouleversement stratégique. Les constantes moyen-orientales restent en effet intactes dans l'ensemble. Les fuites précédant la publication du rapport Baker-Hamilton avaient d'ailleurs vite poussé une délégation irakienne officielle de haut niveau à se rendre à Washington pour s'assurer du maintien par les Américains de leurs troupes en Irak. Et le

mystère entretenu dans un premier temps par G. W. Bush sur cette question aura pour sa part tôt fait de s'éclaircir. Le 22 décembre 2006, le nouveau secrétaire américain à la Défense, Robert Gates, en visite en Irak, se déclarera en faveur d'une augmentation du nombre de militaires étrangers en présence dans le pays, pour des besoins officiels de formation de l'armée irakienne et de rétablissement de la sécurité nationale.

On comprend aisément les raisons qui ont poussé l'Administration Bush à éviter tout retrait précipité d'Irak. Une telle action s'apparenterait à un lourd échec dont les effets rejailliraient indubitablement sur les intérêts américains dans la région à moyen et long termes. Mais ce même agrippement reste tout aussi bien en phase avec les aspirations de la majorité des gouvernements voisins de l'Irak. L'Arabie saoudite, le Koweït et la Jordanie restent ainsi favorables à une présence militaire américaine qui est, selon eux, la meilleure garantie contre un renforcement de l'Iran sur la scène irakienne ; la Turquie sait que tout retrait américain aurait pour corollaire une nouvelle accentuation des tendances communautaires qui consacrerait les tentations sécessionnistes des principales communautés d'Irak, dont les Kurdes du Nord ; et les principaux représentants politiques du gouvernement irakien restent quant à eux les premiers demandeurs d'un maintien supplémentaire, voire d'un renforcement,

des troupes étrangères en présence dans leur pays. Sans oublier, bien entendu, les pays membres de l'Union européenne, mais également des acteurs aussi importants que la Chine et la Russie, qui, s'ils se réjouissent pour certains d'entre eux des difficultés rencontrées par Washington en Irak, préfèrent néanmoins le maintien de cette présence militaire à la création d'un vide qu'aucun d'entre eux ne pourrait combler pour l'heure. Quant à la Syrie et à l'Iran, ils ont aussi paradoxalement intérêt au maintien de ce statu quo dans l'immédiat ; celui-ci reste en effet, chaos sécuritaire oblige, synonyme de grandes difficultés pour l'hyperpuissance mondiale. Or, pensent-ils, tant que Washington sera confronté aux difficultés irakiennes, il pourra difficilement tenter l'ouverture d'un nouveau front militaire régional.

Ces considérations laissent cependant posée la question de l'avenir concret de l'Irak. Du destin de ce pays découleront les perspectives et défis s'imposant à ses voisins frontaliers. Pour l'instant, tout retrait américain serait incontestablement catastrophique pour l'évolution d'un pays dans lequel les tensions d'ordre politico-communautaire sont, certes, exacerbées, mais n'ont pas pour autant atteint leur point de non-retour. Néanmoins, aucun scénario de sortie de crise viable ne semble être envisagé pour autant, ni par la puissance occupante, ni par un quelconque autre membre de la communauté



internationale, ni même par la plupart des acteurs politiques irakiens. L'urgence reste pourtant à la mise en place d'une sorte de feuille de route pour l'Irak, aux orientations limpides et constructives, et que pourrait encadrer – hypothèse souhaitable – l'ONU. Car quelles que soient les options à venir, elles ne sauraient faire fi d'un nouvel élément fondamental : le parlement irakien vient d'adopter, de justesse, une loi prévoyant la fédéralisation officielle du pays à l'horizon 2008. Or, une telle consécration du fait politico-communautaire, si elle venait à connaître son aboutissement, a évidemment peu de chances de pouvoir revivifier un sentiment national irakien en état avancé de décomposition. Les États voisins de la région se priveraient-ils dès lors de faire de l'ingérence dans un pays dont ils redoutent les débordements ? La réponse est évidemment négative, tant la raison d'État demeure le maître mot des relations internationales.

*Par Barah MIKAIL – Chercheur à l'IRIS

2007 : encore plus de dialogues et de liens d'amitié et de coopérations dans les relations franco-turques



*Mireille Sadège

Avec toute l'équipe du journal, nous laissons derrière nous une seconde année passée à préparer et à réaliser votre journal «Aujourd'hui la Turquie». Et comme nouvel an et nouveauté vont bien ensemble, nous avons voulu commencer l'année 2007 avec une nouveauté : notre supplément « ALT économie » que vous trouverez désormais avec votre journal. Mais de nouveauté, il n'y en a pas que dans le contenu du journal, il y en a aussi au sein de l'équipe puisque nous accueillons une nouvelle collaboratrice : Müge Gürs. Arrivée depuis à peine quelques jours, elle a vite trouvé sa place et fait désormais partie intégrante de l'équipe comme si elle y était depuis le début. Bienvenue Müge. Nous sommes ravis de te compter parmi nous. Chaque fin d'année est l'occasion de faire des bilans des douze mois écoulés et des prévisions pour l'année à venir. Les sujets les plus discutés tout au long de 2006 en France ont été sans nul doute les élections de 2007 avec la candidature de Ségolène Royal qui a incontestablement marqué l'actualité, tout comme les questions des futurs élargissements de l'UE, du nucléaire iranien, de la guerre au Liban et en Irak et du conflit

au Moyen-Orient, du coup de tête de Zidane lors de Coupe du monde 2006, ... Quant à l'adhésion de la Turquie à l'UE, cette question, passionnée et divise l'opinion publique et l'on voit nettement se former d'un côté le camp des « pour » et de l'autre le camp des « contre ». En revanche, la tension politique provoquée entre Paris et Ankara par le vote de la loi pénalisant la négation du « génocide arménien » par l'Assemblée nationale est passée quasi inaperçue dans les médias. Désormais, le traitement de cette question se fait différemment selon qu'il s'agit de la presse écrite ou télévisée : dans les grands quotidiens nationaux, de plus en plus d'éditoriaux et d'articles d'informations et d'analyse ou de réflexion sont consacrés à cette question, contribuant à alimenter un véritable débat autour de ce sujet, tandis que sur les chaînes généralistes de télévision, les débats convenus et démagogiques se poursuivent. À croire que le vote de 12 octobre a peut-être été, pour les intellectuels, les penseurs et les historiens, l'occasion d'une prise de conscience de la dérive que pourraient entraîner le populisme et les politiques électorales à court terme en ce qui concerne les valeurs fondamentales de la République. Pour l'année 2007, reste à espérer que la question de l'adhésion de la Turquie ne deviendra pas un argument de la campagne présidentielle. En effet, une

question qui ne se posera pas avant 15 ans –et pour laquelle la France a d'ailleurs déjà prévu une consultation par voie de référendum– n'a aucune raison de constituer un enjeu pour des élections concernant la période 2007-2012. À moins que certains préfèrent éluder les véritables problèmes de la France en occupant l'opinion publique par de faux débats qui ne serviront qu'à dégrader davantage les relations avec la Turquie, pays ami et partenaire commercial fidèle (rappelons que nos échanges se sont chiffrés en 2005 à 8,2 milliards d'euros). Ainsi, de telles tensions politiques entretenues au nom d'un opportunisme électoraliste risqueraient bien d'entraîner l'exclusion de la France des appels d'offres publics turcs concernant la fourniture de matériel militaire et civil ainsi que d'un autre gros contrat concernant la construction de trois centrales nucléaires.

En Turquie, l'année 2006 a été essentiellement marquée par l'avancement des négociations avec l'UE et les tensions dans les relations avec la France, mais aussi par l'envoi de soldats turcs au Liban, la situation en Irak... D'autres points d'incertitude restent le ralentissement des négociations d'adhésion, la baisse d'intérêt des Turcs pour l'adhésion de leur pays à l'UE, un taux de chômage élevé et l'évolution de la situation politique. Mais, tout comme en France, l'actualité de

l'année 2007 sera incontestablement marquée par les élections présidentielle et législative. Rappelons qu'en Turquie le président de la République n'est pas élu au suffrage universel mais par l'Assemblée. Or, celle-ci, qui doit élire au mois de mai le président de la République pour une durée de 7 ans, sera elle-même renouvelée en novembre 2007.

Qui sera le futur président de la République de Turquie ? Sera-t-il choisi par l'actuelle Assemblée ou par une nouvelle Assemblée renouvelée lors d'élections anticipées comme le demande l'opposition ? Les réponses à ces questions seront décisives dans l'évolution de la situation politique en Turquie.

Pour finir, j'aimerais remercier S.E. Monsieur Paul Poudade, ambassadeur de France en Turquie, pour l'interview qu'il a bien voulu nous accorder et également pour l'intérêt qu'il porte à notre journal. Je remercie aussi Monsieur Onur Öymen, vice-président du CHP, d'avoir accepté de modifier son emploi de temps afin de pouvoir répondre à nos questions. Nos remerciements vont également à Madame Margot Wallström, vice-présidente de la Commission européenne chargée de la communication, pour avoir accepté de répondre à nos questions courant janvier.

Bonne année

*Mireille Sadège, journaliste,
Docteur en histoire des relations internationales

Notre objectif : mieux présenter la Turquie (Suite de la page 1)



Ahmet Sever

Mais malheureusement ceci n'est pas possible dans la pratique car les dynamiques intérieures sont insuffisantes et qu'il n'y a pas une assez forte volonté de provoquer les changements. C'est pourquoi la Turquie compte combler ce manque avec une perspective européenne.

Comment voyez-vous le rôle et la position de l'Europe dans le monde ?

D'un point de vue général, le monde traverse une période difficile et dans cette même conjoncture, l'Europe vit une crise intérieure. Après le rejet du projet de constitution, les problèmes de l'Europe ont pris une dimension importante qui a amené à cette crise. Il est évident que l'Europe est une puissance économique, un géant, mais sa force politique est bien moindre.

En d'autres termes, l'UE éprouve des difficultés à devenir un acteur important et à s'imposer face aux crises internationales. L'Europe a du mal à dépasser ses différences de points de vue et, de ce fait, il devient difficile pour les pays européens d'avoir une politique commune.

Je voudrais aussi ajouter que l'UE a une étiquette qui lui colle à la peau et dont elle n'arrive pas à se débarrasser ; je parle de l'appellation de « club chrétien ». Cette apposition crée des relations tendues avec le monde musulman. Le sommet sur la Turquie qui s'est tenu le 17 décembre 2004 a été suivi par plus de 300 journalistes du monde musulman et arabe, démontrant que l'entrée de la Turquie dans l'UE est tout aussi importante pour ces pays. Ces pays vont, eux aussi, tirer des messages des décisions qui vont être prises pour la Turquie. Si l'Europe rejette la Turquie, ils vont par conséquent se sentir rejetés sur le fondement religieux. Dans un contexte où les points de vue des nations se heurtent de plus en plus et où le chaos règne, le rejet de la Turquie va engendrer des conséquences au niveau mondial.

L'opposition de l'opinion publique turque vis-à-vis de l'entrée dans l'UE risquerait-elle de créer un danger ?

Bien sûr, il n'est pas possible d'avancer dans ce processus sans le soutien de l'opinion publique qui, d'ailleurs, avait beaucoup de pouvoir jusqu'à très récemment (près de 70%). Si les sondages d'opinion sont corrects, nous avons vécu une forte baisse ces derniers temps mais il paraît que les autres candidats ont, eux aussi, vécu une baisse comparable.

Mais cette baisse a été plus précoce et plus nette que pour les autres candidats. Cela se comprend car il y a des messages très hostiles de la part de l'UE et de sérieuses

tentatives en France en ce qui concerne le « problème arménien », des promesses non tenues au sujet de Chypre et tout cela donne un sentiment de pression subi par la Turquie.

Tous ces faits amènent de plus en plus de personnes à adhérer à la pensée suivante : « De toute façon, quoi qu'on fasse, ils ne vont pas nous prendre. »

Y a-t-il une ligne conductrice politique en Turquie depuis 2001 ? Quelle va être la politique suivie par le gouvernement en ce qui concerne l'UE ?

On entre dans une période électorale et cela est connu pour créer une atmosphère tendue dans chaque pays. Lorsqu'on regarde les positions des partis, on voit qu'ils adoptent tous une conduite anti-européenne, et que seul le parti au pouvoir est pour l'entrée de la Turquie dans l'UE. C'est paradoxal car, au départ, le projet d'adhésion de la Turquie ne concernait pas la politique des partis et était vu comme une politique d'État par tous les partis. On est arrivé à un point où tout le monde commence à suivre un chemin dicté par une politique et sacrifie l'UE. Cette attitude est extrêmement malsaine car c'est la Turquie qui en subira les conséquences. Rappelons que nous

sommes arrivés à ce point après un processus de 50 ans, que nous avons enfin commencé les négociations pour l'adhésion totale et que jusqu'à aujourd'hui, on ne parlait même pas de la candidature turque. Il serait dommage de sacrifier tout le chemin accompli pour des affrontements de politique intérieure. L'adhésion à l'UE est un projet de modernisation qui doit amener la population turque à de meilleures conditions de vie et il ne faut pas que ce projet soit sacrifié au nom de dissensions de politique intérieure.

Que pensez-vous de l'attitude de la France face à l'adhésion de la Turquie à l'UE ?

La France utilise la Turquie comme argument de politique intérieure tout comme la Turquie utilise la France pendant ses débats politiques. Il est évident que l'opinion française doit discuter de l'adhésion de la Turquie, c'est très naturel. Mais ces discussions doivent être rationnelles et non pas émotionnelles et doivent s'appuyer sur des données réelles.

Malheureusement, ce n'est pas le cas en France et l'on glisse très rapidement vers un domaine irrationnel et des clichés tout faits. Un sentiment se répand, qui accuse la Turquie de tous les problèmes de la France. J'ai beaucoup de mal à comprendre les politiciens de ce pays, certains font vraiment de la politique « politicienne » et ça, j'ai du mal à le concevoir.

Vous êtes à la direction du Groupe Européen de Communication. Quelle est sa mission et comment suit-il le processus de l'adhésion de la Turquie ?

Le Groupe Européen de Communication fait le pont entre les services publics et la population civile. Il a été fondé en 2003 et, jusqu'à la fin de l'année 2004, il a participé à des activités très nombreuses et s'est seulement concentré à l'étranger car, à l'époque, nous n'avions pas de problèmes avec l'opinion publique en Turquie, presque tout le monde soutenait l'adhésion.

Cependant, nous rencontrons des problèmes dans les pays de l'UE car nous étions dans une période où l'on se demandait si les négociations allaient commencer et beaucoup de doutes subsistaient encore. C'est pourquoi le groupe s'est davantage focalisé vers l'étranger et y a travaillé très efficacement. Auparavant, lorsqu'il s'agissait de la présentation de la Turquie, on montrait des danseuses orientales, on organisait de grands dîners, on montrait les plus beaux endroits, en évitant par tous moyens de montrer les moins beaux.

Mais il est vrai que notre point de vue de départ était tout autre. Nous avons, par exemple, travaillé en étroite relation avec les associations des droits de l'homme, avec l'Union internationale des citoyens d'Helsinki et avec la Fédération internationale des droits de l'homme à Paris. Nous leur avons expliqué que la Turquie d'aujourd'hui n'était pas celle d'hier, nous leur avons invités en Turquie, organisé de nombreuses réunions. Ainsi, ils ont pu nous critiquer librement et nous leur avons répondu, bref, des dialogues se sont ouverts. Tout cela fait partie de la présentation.

Plus important encore, il n'existe pas de bons livres qui racontent la Turquie. Nous avons omis ce détail et nous nous sommes empressés de faire circuler les informations et les documents nécessaires sur la Turquie pour les personnes désirant publier des livres objectifs sur le sujet.

D'un autre côté, la télévision aussi est très importante. Nous avons préparé un film de 10 minutes avec la Commission, qui dessine le portrait de 5 femmes en Turquie. C'est, bien sûr, la Commission qui a réalisé le film, mais nous avons défini le contenu ensemble. L'image de la femme européenne est très importante et c'est d'ailleurs une des plus grandes critiques qui nous sont faites. Certes, beaucoup de lacunes subsistent à ce sujet, mais la situation

n'est pas aussi désespérée que certains veulent bien le dire. Nous avons aussi créé des ambassadeurs volontaires en Europe : il s'agit de personnes comme des journalistes, des hommes et des femmes d'affaires qui habitent en Turquie, qui parlent des langues étrangères et qui maîtrisent les sujets de l'UE.

Quelle est la mission de ces ambassadeurs ?

Nous avons, dans un premier temps, demandé à nos ambassadeurs volontaires qui savent parler la langue du pays, de participer aux forums et aux débats organisés à l'étranger sur le sujet des relations entre l'UE et la Turquie, ainsi qu'aux conférences universitaires.

L'opinion publique est rarement au courant de ce que vous faites

et l'on n'entend pas beaucoup parler du Groupe. Pouvez-vous nous dire pourquoi ?

En fait, les gens voient les résultats, mais ne savent pas comment ça s'est réalisé. Nous participons à beaucoup d'activités sans être forcément vus, mais au fond, c'est nous qui les avons mises en place, nous les avons dirigées et les avons conseillées. Par exemple, nous instaurons un dialogue parmi la population civile, ce qui est la meilleure façon de supprimer les préjugés. Un autre volet de nos activités est de faire face aux problèmes des Turcs en Europe. La forte opposition envers les Turcs en Autriche par exemple, vient d'une intégration qui se fait difficilement et nous devons résoudre ce même problème aux Pays-Bas. La population qui regarde vivre ces Turcs immigrés leur assimile les Turcs de Turquie. En ouvrant le dialogue avec la population civile, nous allons aussi créer des projets afin d'accélérer l'intégration de nos compatriotes. Il faut aussi encourager le tourisme car les gens qui viennent en touristes ou pour affaires changent souvent de point de vue et la plupart d'entre eux reviennent une ou plusieurs fois visiter le pays.

Travailler à la présentation d'un pays est une tâche très ingrate car cela demande beaucoup de travail et doit prendre en compte beaucoup d'éléments pour trop peu de résultats mesurables. Mais, à ce propos, je me fais pas de souci et continue à faire confiance aux organisations de la société civile et pas seulement à la TÜSIAD. Bien sûr, la TÜSIAD est très active, surtout à l'étranger, mais, tout comme nous, les organisations de défense de la femme commencent aussi à poser des bases solides, à faire des demandes et à entrer en relation avec l'UE.

Nous observons aussi une mobilisation chez les jeunes. Je dois vous dire que je suis optimiste en ce qui concerne le futur et, comme je le dis souvent, il n'est pas toujours juste de commenter le futur en regardant le présent. Mais malgré tous les points négatifs, je reste optimiste.

Propos recueillis par Hüseyin Latif, Bilge Demirkazan

Travailler à la présentation d'un pays est une tâche très ingrate car cela demande beaucoup de travail et doit prendre en compte beaucoup d'éléments, pour trop peu de résultats mesurables.



Depuis l'an 2000...

...nous sommes à votre service, et nous faisons tout pour rester votre partenaire le plus proche. QUALITE et RAPIDITE sont nos mots d'ordre .

- * Traduction écrite en toutes langues (Administrative, juridique, commerciale, technique, médicale)
- * Spécialisé turc/français et français/turc
- * Interprétation simultanée et consécutive
- * Organisation de réunions et séminaires
- * Service de guide professionnel

www.trio-zeta.com

TRIO Tercüme ve Organizasyon, Orgeneral İzzet Aksular Caddesi, Ordu Yapı Koop. 1A Blok D25, 4. Levent 34330 İSTANBUL
Tel: +90 212 268 30 94 Faks: +90 212 268 30 96

Une négociation réussie avec la Turquie est dans l'intérêt de l'Europe

(Suite de la page 1)

Incontestablement, la Turquie va rester un pays majeur pour la politique étrangère française, même s'il va falloir s'habituer à voir nos relations connaître alternativement des hauts et des bas.



Paul Poudade

Comment se présentent aujourd'hui les relations entre la France et la Turquie ? Et quelles sont les perspectives pour les années à venir ?

Concernant les relations commerciales, vous savez que Madame Lagarde et Monsieur Tüzmen ont décidé d'augmenter de pratiquement 50 % en 3 ans les échanges commerciaux entre nos deux pays. Je crois que l'on va y arriver car, à la fin de cette année, on en est à 11 milliards d'euros et je pense que, dans les deux années qui viennent, on atteindra les 15 milliards d'euros. Il est indéniable que l'affaire du vote du 12 octobre par l'Assemblée nationale de la loi sur la pénalisation de la négation du génocide arménien a provoqué une situation de rejet et de boycott dans certains domaines. Il semble que la grande distribution n'ait pas tout à fait retrouvé son volume d'affaires de début octobre, mais il s'en faut de peu. Dans les domaines des biens de consommation, du matériel électrique et de l'automobile, nous avons largement retrouvé les marges d'avant le vote du 12 octobre. Il subsiste quelques îlots qui n'ont pas tout à fait retrouvé leur activité d'avant, mais, dans l'ensemble, tout va plutôt bien.

Mon souhait serait que les entreprises françaises investissent beaucoup plus en Turquie qu'elles ne le font aujourd'hui, et que l'on retrouve les niveaux de 1995-1996, années où nous étions le premier investisseur dans ce pays.

Pourquoi y a-t-il des tensions politiques entre ces deux pays alors que leurs relations économiques sont bonnes ?

C'est l'un des paradoxes des relations franco-turques. En effet, alors que les relations économiques et culturelles sont très bonnes, les relations politiques sont plutôt aléatoires et chaotiques. Nous avons su préserver nos relations économiques – c'est-à-dire la coopération industrielle, l'investissement local et les échanges commerciaux – mais nos relations politiques connaissent des hauts et des bas. Je crois que cela peut, en partie, s'expliquer par la situation en France. En fait, une grande interrogation existe quant aux élargissements de l'UE, le dernier n'ayant pas été suffisamment expliqué aux Français, ce qui génère une certaine anxiété. De plus, les débuts de la mondialisation ont été mal vécus en France, où l'on est habitué à une certaine stabilité. Par ailleurs, de nombreux débats

ont eu lieu en France sur l'immigration, sur les banlieues, sur le port de voile à l'école publique. Et on a vu un amalgame se faire sur toutes ces questions avec la Turquie. La perspective de négociation avec la Turquie est perçue par certains milieux comme une négociation risquant, à terme, de mettre les gens au chômage et d'augmenter les problèmes dans les banlieues. À l'inverse et heureusement, il y a ceux, qui, comme le président de la République estiment qu'il y a des chances à saisir, que la négociation sera difficile mais que les enjeux en valent la peine même si, cela est incontestable, la route sera longue. La Turquie s'interroge aussi puisqu'elle est, certes, déterminée à rejoindre l'UE, mais pas à n'importe quel prix. Le président de la République souligne souvent qu'une telle négociation est de nature à amener une bien meilleure compréhension entre un pays d'islam et l'Europe, alors qu'on assiste actuellement à des sortes de blocages entre l'Europe et les pays musulmans. J'englobe ici aussi bien les pays arabes que l'Iran ou la Turquie. Une négociation réussie, ou tout au moins qui progresse, qui ne cesse pas et qui permet de mieux se connaître, est dans l'intérêt de l'Europe.

Le quotidien Le Monde du 13 décembre intitulait son éditorial « Hypocrisies » au sujet des relations entre la Turquie et l'UE. Qu'en dites-vous ?

Qu'il y ait des arrière-pensées, c'est certain, mais on ne peut pas parler d'hypocrisie. Pour la Turquie comme pour l'UE, faire progresser les réformes, c'est capital. Cela a notamment permis à la Turquie d'adopter un nouveau code pénal. Là où cela risque de poser un problème, c'est lorsque la Turquie dit : « nous voulons entrer dans l'UE mais pas à n'importe quel prix ». L'UE a toujours négocié avec les pays candidats de la même manière. Tous ont dû reprendre l'acquis communautaire et respecter les conditions qui leur avaient été posées. Jusqu'à présent, cela s'est bien passé ; mais, dans le cas de la Turquie, on rencontre parfois une volonté de voir si certains points peuvent être négociés, et il va bien falloir, à un moment donné, prendre une décision définitive sur ce sujet.

Concernant l'avancement des négociations entre l'UE et la Turquie, le ministre turc des Affaires étrangères note « un manque de vision de l'UE et une certaine crise au sein de l'Union ». Partagez-vous cette analyse ?

On ne peut pas nier que l'Union connaisse une certaine crise, le dernier élargissement ayant été trop massif. Les Européens étaient habitués à des élargissements successifs qui se faisaient par petits paquets de deux ou trois pays, mais jamais on n'avait ouvert à 10 candidats d'un coup et l'assimilation va être difficile. D'un autre côté et comme je le dis souvent, l'UE c'est en quelque sorte un restaurant dans lequel on ne peut pas manger à la carte, il n'y a qu'un menu. Si vous choisissez d'y manger, vous avez le droit de faire votre repas dans l'ordre qui vous plaît mais vous devez prendre tout le menu. Peut-être, du côté turc, n'a-t-on pas tout à fait pris la mesure du sens de la négociation. La négociation avec l'UE, ce sont des règles, cela ne peut pas être des exceptions. J'ai cependant confiance

dans le futur et dans l'aboutissement des négociations avec l'UE.

Presque 50 ans après la signature du traité de Rome, croyez-vous que l'UE soit mal comprise par ses citoyens ?

Au moment du vote du traité de Maastricht, on s'est aperçu que les explications avaient peut-être été insuffisantes et le traité a été adopté de justesse. Ce traité contenait une volonté très forte, qui a été plus ou moins bien perçue. Je tenais à l'époque un bureau de vote au Guatemala et j'ai beaucoup hésité, lorsque j'ai lu le traité, parce que trois pages d'exceptions concernaient spécifiquement le Danemark et le Royaume-Uni. Là, on ne pouvait pas manquer de s'interroger sur la volonté de l'UE. Mais une idée très forte se confirmait, celle d'une monnaie commune. Autant je suis persuadé qu'il était très important que l'Union adopte une monnaie commune – l'euro – autant en revanche, je crains qu'il n'y ait pas eu, dans le projet de constitution européenne, une idée vraiment forte de nature à mobiliser les opinions publiques.

Durant sa présidence, l'Allemagne souhaite relancer le projet de Constitution. Le fait que cela coïncide avec l'élection présidentielle en France vous paraît-il gênant ?

Je ne le pense pas. Actuellement, il y a deux candidatures majeures : celle de Madame Ségolène Royale et celle de Monsieur Nicolas Sarkozy et ces deux

Le Président Chirac estime que la négociation avec la Turquie sera longue et difficile mais les enjeux en valent la peine.

candidats ont l'avantage d'être relativement jeunes. Ici aussi, le pays est en train de remplacer ses responsables politiques, et je pense que ce renouvellement permettra également d'avoir un renouvellement européen. J'espère que tout cela va permettre de redonner confiance à des populations qui, en ce moment, souffrent d'un pessimisme généralisé.

Quelle est la place de la France aujourd'hui ?

La place de la France a été amoindrie par plusieurs éléments : le premier élément a été les deux chocs pétroliers car la France, n'étant pas un pays pétrolier, a connu de graves problèmes énergétiques qu'elle a essayé de compenser, tant bien que mal, grâce au nucléaire. Deuxièmement, la fin de la rivalité Est-Ouest – qui permettait à la France d'occuper une place géopolitique originale et particulière – a incontestablement amoindri le rôle de notre pays. Enfin, peut-être un tournant n'a-t-il pas été suffisamment vu : celui du passage de la société industrielle à la société du savoir et des nouvelles technologies. Toutefois, force est de constater que la France, État

fondateur, reste un des moteurs de l'UE, on l'a vu avec l'affaire du vote de la Constitution. En même temps, on ne peut nier que notre connaissance de certains milieux et de certaines régions, ainsi que les liens que la France a tissés depuis des siècles, nous donnent une audience particulière, comme on l'a vu avec les crises irakienne et libanaise. Donc, la France occupe toujours une position éminente, même si ce n'est plus celle qu'elle avait dans les années 1950 ou 1960.

La Turquie fait-elle partie des pays stratégiquement importants pour la France ?

La Turquie est un grand candidat, stratégiquement important pour la France pour plusieurs raisons : c'est un pays qui peut faire le lien entre l'Europe et l'islam et cela est très important. Ensuite, c'est aussi un grand pays car il compte 72 millions d'habitants et qu'il est en train de devenir un « hub » pétrolier. Incontestablement, la Turquie va rester un pays majeur pour la politique étrangère française, même s'il va falloir s'habituer à voir nos relations connaître alternativement des hauts et des bas. La France et la Turquie partagent beaucoup de points communs, ce sont deux

pays héritiers d'une grande histoire qui restent deux pays importants et assez atypiques. Si la Turquie intègre l'ensemble européen, cela ne peut que lui être profitable, d'autant que

le fait d'appartenir à l'OTAN et au Conseil de l'Europe lui a déjà été très bénéfique. L'Europe a aussi besoin de la Turquie. J'ai donc bon espoir que ces relations s'élargissent et je milite pour qu'elles se développent.

Vous qui soutenez notre journal, que pensez-vous de son développement ?

Il est essentiel d'enrichir le dialogue turco-français et il est donc très important qu'un journal comme le vôtre serve de lien. Votre journal ouvre ses colonnes à l'économie et à la politique, bravo, tout ce que vous faites est remarquable. Vous pourriez aussi donner, de temps à autre, une tribune à des membres de la « société civile » qui pourraient, en intervenant, enrichir le débat d'idées, ce qui est très important. C'est vital à la fois dans la perspective de l'entrée dans l'UE pour situer la Turquie, mais aussi pour faire entendre notre voix dans le monde turc, notamment le monde politique turc car, tant en France qu'ici, les réactions sont affectives et peuvent donc parfois devenir très vives.

Propos recueillis par
Mireille Sadège

DROIT À L'ÉVASION ?

oui!

dans votre agence de voyages ou
www.marmara.com
0892 161 161

Turquie Week-end Happy
Istanbul ***

229€*

2 nuits en petit déjeuner, vols inclus !

marmara

Droit au voyage

LIC. 015 91 0218 / ** Prix à partir de, par personne, valable à certains dates / 148. Structure prépayée 490 2000. Taxes aéroport et frais de dossier de 47 €, soit un total de 278 €.

Comment est née l'Europe ?



*Garip Turunç

La création de l'Europe se trouve dans la légende originelle de l'enlèvement d'Europe par Zeus. C'est dans un bond vers l'Ouest, la mer et l'aventure que l'Europe légendaire prend son départ. Le mythe de l'enlèvement d'une princesse de Tyr par le grand dieu des Grecs, Zeus, transformé en taureau, traduit l'histoire: notre Europe est effectivement venue du Proche-Orient. Après la disparition presque totale des premiers habitants des bois et des cavernes dont ne nous restent plus que les peintures rupestres de Lascaux et d'Altamira, l'Europe a été lentement repeuplée par des colons venus d'une part de l'Asie mineure le long du Vardar et du Danube, jusqu'en Rhénanie et en France, d'autre part du delta du Nil, le long des côtes, remontant le Rhône jusqu'en Suisse, en France du Nord, peut-être en Grande-Bretagne. Elle est née à la civilisation par l'effet d'apports successifs intellectuels, techniques et religieux, créés en Mésopotamie, en Égypte et en Phénicie puis transférés en Crète d'abord – où la princesse Europe engendre une dynastie, les Minoens – ensuite par la mer Égée en Grèce et, de là, sur les terres du Couchant, que les langues sémitiques nomment Ereb, très probablement l'étymologie du nom d'Europe.

On sait cela, mais on connaît moins la suite de ce mythe de l'enlèvement d'Europe, à laquelle j'attache, pour ma part, la plus grande importance symbolique. Europe était la fille d'Agénor, roi de Tyr. Celui-ci donna l'ordre à ses cinq fils de partir à la recherche de leur sœur enlevée.

Chacun fit voile dans une direction différente : l'un fonda Carthage, tandis que d'autres découvraient les rives du continent, de l'Espagne au Caucase. Cadmos enfin, le plus fameux, s'en fut à Rhodes, puis en Thrace et, comme il désespérait de trouver sa sœur pour la ramener aux rives maternelles de l'Asie, il alla demander à l'oracle de Delphes : « –Où est Europe? – Tu ne la trouveras pas », répondit la Pythie. « Suis plutôt une vache et pousse-la devant toi sans lui laisser de répit : là où elle tombera d'épuisement, bâtis une ville! » Ainsi Cadmos fonda Thèbes.

Fable ambiguë, comme toutes les choses divines, ménageant notre liberté d'interprétation et de décision. Voici ce que l'on peut en tirer : c'est en poursuivant l'image mythique de l'Europe que les navigateurs phéniciens découvrent sa réalité géographique. Mais c'est aussi en renonçant à la trouver telle qu'elle était dans son souvenir que Cadmos entreprit de la construire. On voit combien, dès ces temps fabuleux, il semble difficile de savoir « où est l'Europe », si l'on entend seulement la ramener un beau jour toute faite et donnée par l'histoire : car c'est sa quête elle-même qui la crée. Rechercher l'Europe, c'est la faire ! Elle existe dans sa recherche à l'infini, et c'est ce que je nomme Aventure.

Mais elle est autre chose encore, si l'on en croit la seconde légende relative à ses origines : celle de Japhet : Selon la Genèse commentée par les Pères de l'église primitive, Noé partagea le monde entre ses fils Sem, Cham et Japhet. À Cham, l'Afrique mais aussi l'esclavage, pour le punir d'avoir surpris son père en pleine ivresse sans songer comme ses frères à le couvrir d'un manteau ; à Sem, l'Asie

et la vie spirituelle ; à Japhet, l'Europe et les armes, et la promesse d'une expansion infinie.

Vues dans le raccourci des siècles, les étapes de cette expansion planétaire évoquent les mouvements de systole et de diastole d'un cœur humain, quoique fort inégales en durée. Premier mouvement : concentration des valeurs religieuses et culturelles du Proche-Orient dans la péninsule d'Occident. Nous avons vu précédemment que les populations, les religions, les procédés techniques et les rudiments de la science, tout est venu de l'Est vers l'Europe, tout s'est lentement concentré dans cette sorte d'impasse au-delà de laquelle on croyait que le monde finissait. C'est ce qui faisait dire à Hegel : « L'Histoire universelle va de l'Est à l'Ouest, car l'Europe est vraiment la fin de l'histoire dont l'Asie est le commencement. »

Une première culture originale se construit en Grèce. L'Empire de Rome la diffuse et la transforme. C'est ce dans le cadre cet empire que se répand très rapidement une religion qui, elle aussi, vient du Proche-Orient par la Méditerranée : le christianisme.

À la fin de l'Empire, aux débuts du haut Moyen Age, sous Charlemagne, la péninsule européenne est donc devenue le lieu de rencontre de traditions différentes : orientales, nordiques, continentales, maritimes, rationalistes, ... L'Europe et sa culture résulteront de cette fusion jamais achevée, dont la grande originalité est d'être un mélange dynamique d'éléments de provenances diverses et de tendances contradictoires.

La période des grandes découvertes fut une sorte d'explosion du composé Europe. C'est l'aventure mondiale de l'Europe qui

se déroula à partir de Christophe Colomb sur un rythme assez comparable à celui d'une fusée porteuse de satellite : départ très lent, accélération croissante, mise à feu d'étages successifs, mise sur orbite et, après quelques tours de la Terre, retombée rapide vers le sol. Mais ce retour du satellite n'est pas un échec ! D'innombrables connaissances ont été récoltées en route, elles font désormais partie non seulement de la science mais de la conscience du genre humain, agrandies et modifiées à jamais.

Ainsi, l'Europe a commencé par mettre en relation les hommes de différents continents qui, avant elle, vivaient dans l'ignorance la plus complète les uns des autres. Elle a permis à l'humanité de prendre conscience de son unité. L'idée d'universalité, l'idée même de genre humain – genus humanum – sont des créations de l'Europe. Dans ce sens, on peut dire que l'Europe « a fait le monde » .

Pour tenter de prévoir maintenant les suites de l'aventure européenne et si un autre mouvement de diastole peut succéder au mouvement de systole que nous vivons, depuis le double « non » de la France et des Pays-Bas au référendum sur le traité constitutionnel, nous pourrions considérer trois ordres de réalités : I) les données géopolitiques de l'Europe dans le monde d'aujourd'hui, II) les forces vitales dont l'Europe dispose encore, si elle réussit à surmonter ses difficultés face à la mondialisation, et III) la fonction qu'elle doit encore remplir pour le XXIème siècle – notamment, en s'ouvrant vers ses origines orientales.

*Garip Turunç

Maître de Conférences à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV
Professeur associé à l'Université Galatasaray d'Istanbul
Bordeaux, le dimanche 10 décembre 2006

CCIFT : pour mieux faire connaître le marché turc aux entreprises françaises



Raphaël Esposito

La Chambre de commerce française en Turquie se situe dans le réseau des Chambres françaises à l'étranger depuis une quinzaine d'années. Son rôle principal est de promouvoir la Turquie

en attirant l'attention sur son marché et son potentiel économique. Son directeur, Raphaël Esposito, en poste depuis 3 ans, a eu l'idée de mettre en place un « Club d'Appui Pays » (CAP) Turquie. Il s'agit d'un club formel de Chambres de commerce de France qui sont intéressées par le marché turc. Ce club est relativement petit comparé à ceux existant en Chine ou aux États-Unis. Le CAP Turquie, qui fête son 1er anniversaire, permet aux Chambres de mieux s'informer et de convaincre les PME. La CCIFT a traité cette année une soixantaine de dossiers d'entreprises avec les 15 CCI membres du CAP Turquie.

M. Esposito nous explique : « Nous organisons des réunions en France où l'actualité sociale, économique et politique est abordée, ainsi que les mouvements dans les principaux secteurs qui nous intéressent, en l'occurrence le secteur industriel. Nous répondons aux questions afin de montrer que la Turquie n'a pas forcément le visage véhiculé dans les médias français. Nous sommes complètement indépendants et, pour cette raison, nous

pouvons faire passer les messages les plus représentatifs de la réalité, notre objectif étant de donner l'image la plus juste du pays et de son marché. C'est notre manière de communiquer sur le pays. Notre cœur de cible reste la petite PME de 5 ou 6 personnes. En général, les grandes entreprises ne s'adressent pas à nous pour se développer dans un pays. Ainsi, au 1er septembre 2006, la CCIFT a animé pas moins de 20 journées-pays avec les CCI de Paris-Île de France, du Centre, des pays de la Loire, de Rhône-Alpes mais aussi dans les nouvelles Chambres, celles de Toulouse ou de Pau-Béarn. »

Le directeur de la CCIFT poursuit : « Dans le cadre du travail de fond qui a été réalisé depuis 2 ans, les entreprises se regroupent pour venir découvrir le marché et prendre un premier contact, trouver un partenaire, un distributeur etc... L'objectif premier étant de trouver un réseau pour pouvoir accueillir un certain nombre d'entreprises françaises, ce qui est bénéfique à la fois pour les entreprises et les Chambres de commerce. Nous avons accueilli en septembre une délégation de 4 entreprises des CCI de Bourgogne et de Lorraine, pour laquelle nous avons organisé

des plannings des rendez-vous individuels afin de leur trouver des distributeurs et les aider à s'implanter en Turquie. Nous avons aussi organisé une mission » automobile

plasturgie « avec la CCI de Lyon.

Par ailleurs tous les ans, un séminaire de formation et d'information est organisé, avec au programme des visites d'entreprises pour rendre compte du potentiel économique du pays. En amont, des rencontres sont organisées en France pour organiser des séminaires dans les petites entreprises dans les régions de France afin d'identifier des PME intéressées par la Turquie.

Il s'agit d'une présentation d'environ une heure, axée sur l'économie turque et dont l'objectif de base est de donner des clignotants et de mettre l'accent sur les points importants, notamment le fait que la Turquie enregistre une croissance annuelle moyenne à 2 chiffres, avec un pouvoir d'achat augmentant de 25 % ces 5 dernières années, et que c'est un pays qui importe plus qu'il n'exporte; donc les entreprises françaises ont leur place dans ce pays et nous avons un réseau qui leur permet d'y réussir assez rapidement avec des témoignages d'entreprises qui sont passées par nous. Le 2ème séminaire de formation du CAP s'est déroulé à Istanbul en octobre dernier avec quatre CCI. Au programme: une visite chez Renault et trois sous-traitants

français, ce qui a permis aux participants de mesurer le degré d'efficacité des industriels turcs.

« M. Esposito nous rappelle que la Turquie est devenue une plate-

forme importante de production automobile (près d'un million de véhicules de tourisme et utilitaires produits) à destination du marché local et de l'exportation (60 % de la production). Il souligne la présence de plus de 15 constructeurs et de plus d'un millier d'équipementiers et il attire, par ailleurs, l'attention sur le chiffre de 2,5 milliards de dollars d'investissements qui ont été réalisés depuis 5 ans ayant pour objectif d'augmenter la capacité de production et le développement de nouveaux modèles de voitures. »

À ce sujet, Raphaël Esposito nous rappelle que la CCI de Paris, en partenariat avec la CCIFT et la Mission économique, propose aux entreprises françaises et à leurs filiales turques, un pavillon France sur le salon Auto-mechanika qui se déroulera à Istanbul, du 19 au 22 avril 2007.

Pour finir le directeur de la CCIFT ajoute : « Nous constatons une augmentation de 10 à 15 % des implantations françaises, notamment des PME, montrant que le marché est plus mûr. Je constate tous les ans un accroissement de l'intérêt pour le marché turc de la part des entreprises françaises certes, lié à la stabilité économique du pays et bien sûr, au processus d'adhésion. Quoi qu'on en dise dans la presse, la Turquie se réforme et change : Et cela suffit pour rassurer le monde des PME pour qu'elles s'intéressent davantage au pays. Ces signes sont encourageants. »



Le Moyen-Orient entre l'illusion et la réalité

(Suite de la page 1)



« ...Pour quelles raisons, les États-Unis peuvent-ils décider qu'une population est ou n'est pas libre ? Quel est le degré d'importance de la propre volonté d'une population ? Les efforts entrepris, hors de la volonté des peuples pour instaurer la liberté ne sont-ils pas finalement une entrave à la liberté ? » Nous avons discuté avec M. Hüseyin Latif, directeur de la publication du journal *Aujourd'hui la Turquie* et auteur du livre « *Le projet des contradictions ; le Grand Moyen-Orient et le rôle improvisé par les États-Unis pour la Turquie* » des problèmes de la région ainsi que de la Turquie.

Dans le « Projet des contradictions du projet GMO et le rôle improvisé par les États-Unis pour la Turquie », vous faites remonter la planification du projet GMO à la période de l'Empire ottoman. Est-ce vraiment à cette époque que le projet GMO a été conçu ?

Le Moyen-Orient, particulièrement l'État ottoman sorti perdant de la Première Guerre mondiale, et dont le territoire était en même temps occupé par les vainqueurs de la guerre, a été transformé en mandat pour être colonisé par les États puissants de l'époque comme la Grande-Bretagne et la France. Avant la Première Guerre mondiale et avec la domination française au Maroc, en Tunisie, en Algérie et la domination des Anglais sur l'Égypte, les activités de colonisation du Moyen-Orient se sont étendues pratiquement sur toute la région après la guerre. La période de l'entre-deux-guerres (1918-1939) a vu la chute de l'ancien ordre du Moyen-Orient qui avait duré 400 ans. Le fait que la Grande-Bretagne et la France aient subi des pertes économiques considérables

L'objectif définitif du projet de GMO serait la création d'une Union des États du Moyen-Orient (UEMO)

après la Seconde Guerre mondiale, ainsi que la faiblesse de l'économie des pays européens dans la région, ont fourni aux États-Unis la possibilité d'occuper le premier rôle sur la scène du Moyen-Orient. **Comme nous le constatons à la lecture de votre livre, jusqu'à ce qu'on trouve une nouvelle source d'énergie, les réserves pétrolières de la région continueront à faire l'objet de convoitises. Alors, dans l'hypothèse du succès du projet de GMO est-ce les États-Unis qui prendront le contrôle de ces puits de pétrole ?**

Malgré la part de production mondiale de pétrole de 10 % des États-Unis, du Japon et des pays de l'Europe occidentale, le

fait qu'ils consomment 75 % de la production totale de pétrole montre leur dépendance au pétrole du Moyen-Orient. De même, la production mondiale de pétrole se fait en partie à 70 % au Moyen-Orient et en Afrique. Cette dépendance énergétique montre l'intérêt vital des grands États pour la région.

Le degré de dépendance des pays développés envers le pétrole du Moyen-Orient dans l'après Seconde Guerre mondiale a joué un rôle déterminant dans la formation des politiques étrangères de ces pays envers cette région. Le pétrole a été la cause principale des conflits vécus entre les États-Unis et l'ancienne URSS au Moyen-Orient. Malgré l'existence suffisante de réserves de pétrole, l'URSS guettait l'occasion d'empêcher les États-Unis de prendre le contrôle du pétrole ainsi que son acheminement libre vers l'Occident. Les États-Unis essayaient de dominer totalement les régions pétrolières et également de transporter directement le pétrole vers leurs alliés d'Europe occidentale. Cette rivalité entre eux est encore d'actualité de nos jours.

En ce qui concerne la situation des peuples dans la région... Après les esclaves africains des États-Unis, est-il possible que le peuple du Moyen-Orient devienne esclave à son tour ?

Du fait qu'il n'y a pas de régime démocratique dans la région, ni d'intégration pacifique de l'opposition dans les systèmes politiques locaux et en raison de pressions extérieures, l'opposition, et particulièrement l'opposition islamique, est forcée d'agir de façon illégale et d'être encore plus radicale. Cette situation conduit alors de nos jours à une situation d'instabilité et peut créer à l'avenir des problèmes encore plus graves.

Selon vous, que pense la population de la région des États-Unis et de leur projet ?

La majorité de la population de la région n'est pas trop au courant du projet, mais les peuples ressentent une grande haine envers les Américains avec tout ce qui se passe en Irak ou dans les conflits et les guerres Palestine-Israël et Israël-Liban. La population de cette région regarde maintenant avec méfiance toutes les propositions venant de la part des États-Unis. Le roi de Jordanie, Abdallah II, est contre le projet. En résumé, même les alliés des États-Unis préfèrent rester loin de ce projet.

Comment les changements historiques vécus au Moyen-Orient ont-ils influencé le projet GMO ?

Le Moyen-Orient s'est de nouveau formé avec la chute de l'Empire ottoman. Les Anglais et les Français ont eu le premier rôle dans cette formation. Il suffit de se souvenir de la période entre le printemps 1919 et 1922. Alors, n'oublions pas les efforts des Français, des Anglais et des Italiens, ni même ce qu'ils ont réussi jusqu'à une certaine période. Maintenant il est question de redessiner une nouvelle carte.

Le chaos actuel dans le Moyen-Orient a-t-il été planifié pour le projet de GMO ?

Le changement dans la perception concernant la nature des menaces par les États-Unis et la conception de leur politique sécuritaire après les attentats du 11 septembre ont conduit indirectement à des bouleversements radicaux de leur politique au Moyen-Orient.

Dans le cas où les peuples de cette région intégreraient le concept de liberté mis en place par les normes des États-Unis, ils pourraient alors vivre comme ils le souhaitent. Mais dans le cas contraire, un contexte de chaos et de crise prendra place et les États-Unis auront trouvé encore une fois l'occasion d'intervenir dans la région. Par conséquent, à la fin des conflits volontaires ou involontaires, la carte de la région sera à nouveau redessinée. En arrondissant les angles et en divisant les grands espaces et les populations, la région sera transformée en une quantité de petits États. Par la suite, avec l'orientation du G8, de l'Union européenne et des États-Unis, on verra la création d'une Union des États du Moyen-Orient

Quelle est l'approche des organisations internationales face à ce projet ?

L'importance de la Turquie pour le projet de Grand Moyen-Orient est démontrée de façon très nette par la volonté des États-Unis de créer à Izmir un deuxième siège de l'OTAN dans le cadre du projet pour la « Nouvelle OTAN ».

Cette importance est soulignée par les paroles de Stefani Bobst lors d'un colloque international qui s'est tenu le 5 avril 2004 à l'Université d'Égée: «La nouvelle mission de sécurité de l'OTAN comprend le plan du Grand Moyen-Orient

des États-Unis et, dans cet objectif, nous aurons besoin en plus de notre base de Bruxelles d'une deuxième base ici, en Turquie. Pour que l'OTAN puisse organiser ses relations avec le Moyen-Orient, elle doit pouvoir utiliser en Turquie la ville d'Izmir comme une deuxième base.»

Les bonnes relations entre les États-Unis et la Turquie n'ont jamais été réellement mises en cause. Quel est l'impact du projet sur ces relations ? Qui sera le bénéficiaire, après les États-Unis, des retombées du projet de GMO ?

Dans une construction telle que celle-ci, on pense que la Turquie, étant le pays le plus développé, se positionnera d'elle-même comme leader ou sera alors mise en position de leader. D'autre part, il est vrai que les membres du projet de GMO sont constitués d'une petite communauté régionale des pays musulmans. Partant de ces constatations et en prenant en compte l'idée d'État musulman modéré qu'on aimerait appliquer à la Turquie, l'objectif définitif du projet de GMO serait la création d'une Union des États du Moyen-Orient (UEMO). Seulement un détail est passé inaperçu : dans l'Organisation de la Conférence Islamique, les pays arabes n'acceptent pas du tout le fait que la Turquie joue ou veuille jouer le véritable rôle de leader. En résumé, la Turquie essaie d'être entraînée de force quelque part. Mais il est difficile de prévoir qui, à la fin de ce programme, sera le véritable gagnant. Tout comme dans la guerre d'Irak

d'ailleurs.

Et si la Turquie ne suivait pas les États-Unis dans ce projet ?

Il est utile de rappeler qu'au niveau des relations internationales, les amitiés et les ententes à long terme sont difficiles, voire rares car chaque pays est obligé de suivre son propre intérêt. On l'a vu dans le nord de l'Irak : l'enlèvement de soldats turcs par les Américains n'a toujours pas été oublié par notre peuple. Or, les États-Unis n'ont pas d'autre partenaire que la Turquie dans la région et ceci énerve beaucoup les États-Unis.

Pouvez-vous nous parler de l'importance de la Turquie dans le projet de GMO ?

Dans le cadre du projet de Grand Moyen-Orient, la Turquie a été lancée comme un pays modèle mais en même temps a été vue comme le porteur de cette mission. À ce sujet, les propos de Samuel Huntington lorsqu'il dit : « Si la Turquie renonce à être un pays occidental et décide de montrer la modernisation et la démocratie dans un pays musulman, elle pourra régner au niveau mondial et aussi au niveau des pays musulmans », montrent implicitement la place de la Turquie dans le projet de GMO. Derrière le fait que la Turquie soit montrée comme un pays modèle dans de nombreux domaines,

se cache l'existence de son armée, puissante et expérimentée, qu'on aimerait utiliser comme « bâton » de l'Occident et il y a aussi le fait que l'armée turque est considérée comme étant le meilleur « produit exporté ».

Par ailleurs pour son développement écono-

mique, politique et culturel, la Turquie, ne doit en aucun cas rester en dehors des projets qui vont se réaliser dans la région.

À votre avis, les États-Unis peuvent-ils concevoir un projet de GMO sans la Turquie ?

L'importance géopolitique de la Turquie est connue par tous les États du monde. Quand on examine sa position géopolitique, son importance stratégique, son degré de développement, le projet de GMO ne peut se réaliser sans la Turquie. Rappelons que, dans ce cadre, l'Iran n'a pas sa place dans ce projet. Et pour pouvoir redessiner les frontières, ce projet ne pourra éviter un nouveau chaos, comme nous l'avons indiqué auparavant. Le projet de GMO, est-il une étape dans la création de l'UEMO (Union des États du Moyen-Orient) ? Cela semble très difficile à dire et les États-Unis prendraient alors l'UE comme modèle pour ce projet.



Pour que l'OTAN puisse organiser ses relations avec le Moyen-Orient, elle doit pouvoir utiliser en Turquie la ville d'Izmir comme une deuxième base.

Mais, autant au sein de l'UE, il existe des valeurs et un style de vie commune, autant parmi les pays candidats au projet de GMO, il n'y a pas grand-chose de commun, si ce n'est la religion. En résumé, il n'y a aucune ressemblance ni dans le style de vie, ni dans la façon de penser entre les Turcs et les Arabes. Pourquoi ferions-nous des concessions sur les acquis de notre République de 83 ans ?

Dans votre livre, il y a des commentaires et les opinions de presque tout le monde. Je pense que vous avez effectué d'importantes recherches pour en arriver là...

J'ai travaillé près de sept à huit mois à cet ouvrage et, bien entendu, j'ai lu des centaines de livres et de textes et j'ai participé à de nombreux débats sur ce sujet. Maintenant, je suis prêt à faire le point et à informer l'opinion sur cette question.

Avez-vous particulièrement choisi de ne pas faire de commentaire dans l'ouvrage ?

J'ai laissé au lecteur le libre choix de ses commentaires. Ni nos lecteurs, ni les peuples du Moyen-Orient ne sont stupides. De toute façon, ils ont déjà mentionné leurs positions depuis longtemps.

Selon vous, quand le projet entrera en vigueur, sera-t-il question d'un nouveau partage, tout comme ce qui s'est passé après la Première Guerre mondiale ?

La thèse la plus importante des défenseurs du projet de GMO est que les États-Unis veulent mettre fin au statu quo et au totalitarisme dans la région en y apportant le libéralisme et la démocratie. Ce qu'on entend par le terme de modernisation n'est autre chose que l'intégration de la région dans le système capitaliste et l'exploitation maximale du potentiel des marchés.

Si on examine de près la politique des États-Unis en Irak et les fractions religieuses fondées sur les périodes des partis, il est vrai que les États-Unis laissent en suspens des points d'interrogation sur

leur volonté d'action. De plus, les questions que l'on se pose ne sont pas limitées à cela : même si certains commentateurs affirment que les États-Unis sont sincères dans leur volonté, ils ne peuvent garantir l'abandon des anciennes relations communautaires des pays de la région. Même si cela se produit, et même si les États-Unis sont sincères dans leur volonté de réaliser une chose comme celle-ci, rien n'est encore sûr. L'impérialisme américain n'a pas clairement avoué ses intentions, mais son objectif semble bien être de faire disparaître les États arabes de la région, ceux-là même qui, pendant longtemps, ont été leurs alliés. Le projet de Grand Moyen-Orient a été créé en réponse à la crise dans laquelle se trouve le monde occidental mais également pour créer une restructuration de la zone géographique d'influence de l'hégémonie américaine.

Que doit donc faire la Turquie concernant le GMO ?

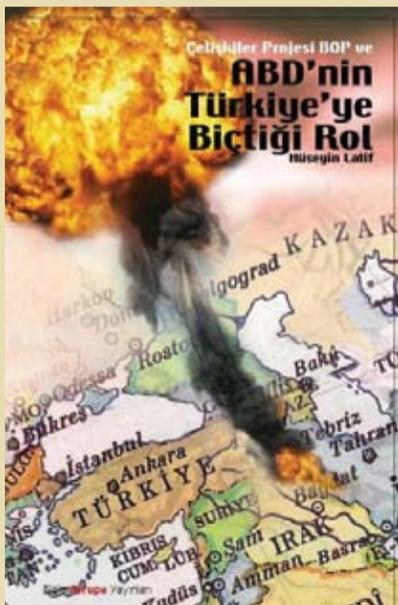
Comme je l'ai déjà dit, les Turcs réfléchissent beaucoup, surtout quand il est question de sujets politiques et c'est ici même que l'on peut faire la différence entre un Turc et un Américain. Un soldat américain ne sait pas ce qui l'attend avant de mettre les pieds en Irak. Mais un Turc a son idée sur la raison pour laquelle on l'envoie en Irak. Cela a également été le cas à Chypre, en Bosnie ou encore en Afghanistan...

Surtout si le sujet est un problème international, le Turc fera confiance à Atatürk et à son idéologie, même s'il n'est plus de ce monde. Une Turquie qui applique les principes d'Atatürk restera toujours distante de ces genres de projets.

C'est pourquoi, avec l'ouvrage intitulé « Le Projet des contradictions ; le GMO et le rôle improvisé par les États-Unis pour la Turquie », j'ai eu l'intention d'éclaircir un peu la situation pour les lecteurs.

Propos recueillis par Evrim Kaya

M. Hüseyin Latif, directeur de la publication du journal Aujourd'hui la Turquie, retrouve à nouveau ses lecteurs avec la sortie de son huitième ouvrage de recherches intitulé « Le projet des contradictions ; le Grand Moyen-Orient et le rôle improvisé par les États-Unis pour la Turquie ». Dans son livre, publié par les éditions Bizim Avrupa, M.Latif examine les problèmes du projet de



Grand Moyen-Orient (GMO), il présente l'histoire de la région, sa structure culturelle et économique et la position de la Turquie sur ce projet. Dans « Le projet des contradictions ; le GMO et le rôle improvisé par les États-Unis pour la Turquie », M. Latif nous expose l'intérêt particulier porté au Moyen-Orient par les pays occidentaux depuis la fin de la Première Guerre mondiale et aboutissant à des guerres de « partage et d'intérêt » dans la région. En partant des discours et des activités des États-Unis, l'auteur explique dans son ouvrage les contradictions au

sein du projet GMO, constituant ainsi un ouvrage de référence. Au lieu de faire un commentaire personnel dans son ouvrage, M. Latif a préféré ouvrir le débat en laissant place aux opinions et commentaires de chacun. De cette manière, il met en valeur d'une façon objective les buts fixés par les États-Unis vis-à-vis du projet qui étudie les thèmes de la « réalité-illusion » et de « l'illibéralité-vérité ». Dans l'introduction et le développement, M. Latif présente le projet GMO ainsi que la place de la Turquie dans ce projet et, dans une dernière partie, il transmet au lecteur le rôle que doit avoir la Turquie dans ce projet... Bien qu'étant un ouvrage académique, le livre se lit aussi facilement qu'un « roman » puisqu'il est écrit dans un langage simple et courant...

Ce livre, dont la préface a été écrite par M. Haydar Çakmak, professeur à la Faculté d'Économie et des Sciences administratives de l'Université de Gazi, trouvera certainement des échos favorables dans le domaine des relations internationales...

L'UE et la présidence allemande



**Erçüment Tezcan*

Depuis 2004, le protocole additionnel de l'Accord d'Ankara s'applique également à la partie chypriote grecque, ce qui continue de poser des difficultés dans l'avancement des négociations de l'adhésion de la Turquie à l'UE. Le rapport de progrès concernant le Turquie, publié le 8 novembre 2006, ne recommandait pas la suspension des négociations, laissant une chance à la proposition de la présidence finlandaise de trouver une solution au problème chypriote.

Le 6 décembre, la Commission recommandait de ne pas ouvrir de nouveaux chapitres de négociation, ni d'en clore tant que les progrès souhaités par l'UE n'auraient pas été réalisés à ce sujet. Cette recommandation a été approuvée d'abord par le Conseil des ministres le 11 décembre puis par le Conseil des chefs d'État et de gouvernement qui s'est réuni les 14 et 15 décembre 2006. Cette décision a porté un coup aux négociations entre la Turquie et l'UE.

Il est possible de regrouper les commentaires découlant de cette situation en deux catégories : si l'on analyse du point de vue de la Turquie, il est extrêmement clair que d'importantes injustices ont été commises vis-à-vis d'elle. Les opposants à la Turquie au sein de l'UE se sont cachés derrière le prétexte de la partie chypriote du Sud et tentent d'étouffer cette injustice avec le discours suivant peu persuasif : « Que pouvons-nous faire ? Rien. Si nous en avons eu les moyens, nous aurions évidemment fait quelque chose. » Sur ce sujet, l'UE néglige les efforts de la Turquie pour la résolution du problème chypriote et exige l'application immédiate et sans condition du protocole d'harmonisation. La réaction du Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan accusant l'UE « d'injustice » figure dans cette catégorie. Tandis que dans la deuxième catégorie, nous avons les arguments avancés par l'UE demandant l'application sans condition du protocole d'harmonisation. Mais en l'absence de solution, la position de l'UE se fragilise du fait qu'elle n'arrive pas non plus à se faire entendre par la Chypre du Sud. Dans son article, Didier Billion directeur adjoint de l'IRIS, écrit ainsi « l'UE reste insuffisante pour trouver des solutions aux problèmes et c'est à la Turquie d'en subir les conséquences ». Ainsi, la Turquie paraît être, à présent, la bête noire. Si l'on tient compte de la réforme institutionnelle de la Constitution et des élections en France, les explications de cette catégorie sont justes en grande partie.

Quels que soient les commentaires, il paraît clair qu'à court terme, les avancées dans les négociations ne pourront se faire que très lentement. L'Allemagne, qui présidera durant la première moitié de l'année 2007, va sans doute avoir beaucoup à faire sur ce dossier.

Il nous faut jeter un coup d'œil sur la situation en Allemagne : Angela Merkel est Chancelier depuis le 22 novembre 2005 grâce à la grande coalition formée en Allemagne, suite aux élections du 8 septembre 2005. Dans les élections en question, les Démocrates chrétiens (Alliance CDU-CSU) dont Merkel fait partie, avaient obtenu 35,2 % des voix contre un score de 34,2 % du côté des Sociaux-démocrates (SPD) et, au bout du compte, la mission de former le gouvernement avait été confiée à Angela Merkel. Aussitôt nommée au poste de Chancelier, elle effectuait dès le lendemain (23 novembre 2005) sa première visite officielle à Paris et à Bruxelles.

S'il faut faire un inventaire de son année écoulée en tant que Chancelier, il sera difficile de déterminer avec précision si le travail de Merkel était satisfaisant ou non. Avant tout, elle a perdu un peu de sa popularité

des premiers mois. Selon l'enquête réalisée le 17 novembre par Forsa, le fait que 78 % des Allemands pensent que le gouvernement allemand n'a pas trouvé de solutions aux problèmes urgents, est très significatif. De plus, il n'est pas toujours facile d'assurer l'entente au sein de la grande coalition avec les Sociaux-démocrates. Mais en dépit de cette situation difficile, on peut affirmer que certaines réformes ont été approuvées dans la période écoulée.

Cependant, le domaine dans lequel Merkel veut principalement se montrer est la scène internationale. Les conseillers de Mme Merkel affirment que c'est l'unique moyen pour mettre fin à la diminution constatée d'opinions favorables dans les sondages au sein de la coalition l'été dernier. Le fait que la Présidence de l'UE d'une part et la Présidence du G-8 de l'autre vont être assurées par l'Allemagne au début de l'année 2007 offre de bonnes possibilités à Mme Merkel. Mme Merkel va-t-elle pouvoir mettre à profit ces ouvertures et marquer des points ? Il est actuellement trop tôt pour apporter une réponse à cette question. Toutefois, on peut juger que l'image qu'a donnée Mme Merkel jusqu'à présent sur la scène internationale a été positive compte tenu des résultats satisfaisants obtenus par elle durant ce processus. En effet, de nombreux observateurs affirment que Mme Merkel donne sur la scène internationale une image très différente du précédent Chancelier Gerhard Schröder du point de vue du style. Ainsi Mme Merkel semble plus à l'écoute de ses interlocuteurs et trouve ainsi plus souvent des solutions.

Cependant, quelles que soient les capacités de Mme Merkel, sa tâche est loin d'être facile dans ce processus car l'ordre du jour de l'UE est considérablement intense et très confus de nos jours. Il s'agit d'une part du devenir de la Turquie et précisément du dossier de l'élargissement, l'Allemagne doit également trouver dans cette période une solution à propos de la Constitution de l'UE. Par ailleurs, il est clair que l'opinion publique européenne n'apprécie guère ces deux sujets et qu'il existe des sérieuses divergences d'approche entre les États membres. De plus, il ne faudrait pas oublier que l'élection présidentielle va avoir lieu en France en mai 2007. Quel que soit le gagnant, Mme Merkel devra établir un dialogue constructif avec son nouvel interlocuteur en raison de la relation particulière existant entre la France et l'Allemagne.

Un commentaire semblable peut être fait également au sujet de la Turquie, en raison des élections présidentielle et législatives prévues dans ce pays en 2007, impliquant que l'Allemagne devra travailler avec une nouvelle équipe. Bien que les relations entre la France et la Turquie ne constituent guère un problème du point de vue de l'Allemagne, il est clair que ce sera une période considérablement sensible en ce qui concerne les relations avec certains pays tels que la Pologne en raison du facteur russe.

En résumé, seul le temps nous montrera si Mme Merkel qui sera à la tête de l'UE pour une durée de 6 mois à compter de janvier 2007 et qui a su donner une image positive jusqu'à présent, va pouvoir présider efficacement l'organisation de l'UE.

**Erçüment Tezcan*

*Maître de conférence à l'Université de Galatasaray
Département des relations internationales*



Angela Merkel

Lycée Notre Dame de Sion : invitation à la rencontre et au partage des cultures

Un nombre certain d'écoles françaises est présent sur le territoire turc. Quelles sont leurs histoires, leurs particularités et comment fonctionnent-elles ? C'est dans ce cadre que nous avons rencontré le directeur du lycée Notre Dame de Sion, M. Yann de Lansalut.

Étudier à Notre Dame de Sion

Notre Dame de Sion est ouverte à tous les élèves turcs à condition qu'ils réussissent l'examen d'entrée (OKS). L'école compte cette année 560 élèves. Le directeur du lycée M. de Lansalut ajoute ensuite que son établissement est mixte depuis dix ans. Toutefois, l'école accueille aujourd'hui environ 60 % de filles et 40 % de garçons. Il est aussi vrai que Notre Dame de Sion, étant

à l'origine une école de filles, a toujours été réputé comme un établissement dispensant une instruction plutôt littéraire que scientifique. Directeur depuis trois ans de ce lycée, M. de Lansalut nous informe alors que son établissement fournit depuis de nombreuses années une formation aussi bien littéraire que scientifique, ainsi qu'une éducation humaine. De plus, il ajoute qu'un excellent enseignement en histoire et en sociologie

est apporté aux élèves. Le fait que ces derniers aient un bon niveau de connaissances scientifiques contribue à leur réussite lorsqu'ils veulent poursuivre des études à l'étranger dans des pays comme le Canada, les États-Unis, la Grande-Bretagne ou la France.

Notre Dame de Sion est un lycée privé de droit turc et le directeur nous précise que son établissement s'adresse exclusivement aux élèves turcs et non aux élèves étrangers, sauf dérogation exceptionnelle. Tous les programmes ainsi que le contenu de l'enseignement sont validés par le ministère de l'Éducation nationale Turc. L'État assure un contrôle sur l'administration pédagogique et administrative, la nomination des enseignants, du personnel et de la direction. Quant au financement du lycée, comme dans tous les établissements privés, il est assuré par les droits d'inscriptions versés par les familles. Ces frais de scolarité sont de 6 200 euros par an et par élève, ce qui situe Notre Dame de Sion dans la moyenne des autres écoles privées en Turquie et en Europe.



Yann de Lansalut

La perception des écoles françaises en Turquie

En Turquie, sortir d'un lycée ou même d'un collège privé – de surcroît étranger – a beaucoup d'importance. On pourrait même dire que cela permet, grâce à la formation que vous aurez eu dans ce lycée ou ce collège, d'être accueilli très favorablement par vos futurs employeurs dans votre vie professionnelle. Le directeur nous rappelle que l'école ou le lieu de travail, la région et la famille sont souvent des références que nous donnons pour nous présenter. Il n'est pas innocent de se situer ainsi. Il y a même une certaine fierté à le faire. En Turquie, le premier contact a souvent pour sujets de discussion le lycée d'où l'on vient et l'équipe de football que l'on supporte. Au delà du club de football, la référence à son école est plus qu'une localisation, elle est une appartenance. Et comme, il n'y a pas de neutralité en éducation, la vie à Sion a ses règles, son style et son esprit.

On pense fréquemment que les écoles étrangères sont des établissements réservés à une élite. Mais M. de Lansalut nous explique que l'objectif essentiel de son lycée est de faire des jeunes filles et garçons qui sortiront de Sion des personnes se sentant tout d'abord « bien dans leur peau » et qui puissent ensuite exercer le métier qu'ils auront choisi. Une institution éducative n'a de justification que si elle demeure au service des jeunes, que si elle les aide vraiment à construire leur vie.

À Notre Dame de Sion, on peut parler de la rencontre et du partage des cultures. Son directeur nous explique qu'au sein de l'établissement plusieurs cultures se rencontrent et s'additionnent, ce qui permet aux élèves de se découvrir et de mieux se connaître mutuellement. Dans ces écoles, véritables creusets culturels, existent les valeurs d'humanisme et de liberté. Par là même, le jeune apprend sans jugement de valeur à aborder les différences en portant un regard de compréhension et d'humilité. Pour Monsieur de Lansalut, Lorsque l'école arrive à transmettre cela aux élèves, alors elle remplit sa mission.

La multi-culturalité et le bilinguisme

On pourrait penser, au premier abord, que l'enseignement à Notre Dame de Sion est seulement dispensé en langue française. Mais son directeur nous apprend que, bien au contraire, on pratique au sein de l'établissement, le partage des cultures sur fond de « plurilinguisme », en enseignant aussi bien en turc et en français sans négliger l'anglais.

D'après le directeur, l'établissement est plutôt en recherche permanente d'un partage des cultures et des richesses linguistiques plutôt que d'un biculturalisme que pour sa part il refuse. Les enseignants ont pour mission d'apporter à chaque élève les éléments qui lui permettront de faire fructifier ses talents, d'acquérir une base scientifique culturelle et humaine solide, tout en préservant pour chacun une liberté du choix et de l'analyse. Il ajoute également que l'élève pourra mettre à profit ses connaissances au cours de son cursus universitaire mais au delà, par l'ouverture d'esprit et les savoirs qui lui sont donnés.

Les atouts d'un enseignement francophone

Quelles sont les raisons pour lesquelles les familles veulent que leurs enfants étudient dans un établissement français ? D'après M. de Lansalut, les familles considèrent que l'image de la culture et de la langue française vient renforcer la culture et la langue turque. M. de Lansalut nous affirme que, par conséquent, grâce à cette formation humaniste reçue à Notre Dame de Sion, les élèves possèdent de grands atouts pour répondre aux défis de la vie. Sion, c'est aussi former la personne à l'attention, à un sens social durable et profond, mais c'est aussi s'ouvrir à d'autres dimensions comme la prise en charge du politique et de la citoyenneté, à l'instar de ces anciennes de notre école qui ont su mettre leurs compétences au service de la Turquie.

Le directeur nous démontre, chiffres à l'appui, qu'en sortant du lycée, beaucoup d'élèves réussissent leurs études universitaires. Cette année, six élèves ont été dans les mille premiers de Turquie sur un million sept cent mille candidats se présentant au concours national. Cinquante-trois élèves avaient réussi le concours d'entrée à l'université de Galatasaray et se sont classés dans les 25000 premiers de Turquie; onze ont intégré l'université de Boğaziçi, onze autres l'université de Koç et l'université Technique d'Istanbul (ITU). Plusieurs élèves sont également partis étudier aux États-Unis, au Canada et en France, principalement à la Sorbonne ou



en Grandes Écoles (Classes préparatoires à Sainte-Geneviève).

Grâce à l'enseignement en anglais, les élèves diplômés de Notre Dame de Sion réussissent sans problème à étudier dans les meilleures universités anglophones et évitent par conséquent les classes préparatoires. Pour l'année universitaire 2007-2008 une élève de terminale est déjà admise par la prestigieuse université de Columbia aux États-Unis.

Le cent cinquantième anniversaire de Notre Dame de Sion

Après avoir entendu parler du cent cinquantième anniversaire du lycée Notre Dame de Sion, nous demandons des détails à M. de Lansalut : chaque 20 janvier, les anciennes élèves de chaque établissement de Sion se retrouvent. Mais cette année 2006 à Istanbul fut plus solennelle. Elle a été l'occasion de rendre grâce au fondateur et à ceux qui ont contribué au développement de Notre Dame de Sion dans la patience et l'abnégation. Les temps forts de ces célébrations ont été marqués par une réception donnée au Palais de France, par la rédaction d'un livre sur l'histoire de Notre Dame de Sion, donnant lieu par la suite à un film documentaire en trois parties qui vient d'être diffusé par la chaîne de télévision CNN Turquie, présenté par Can Dünder et Saadet Özer, auteur du livre et ancienne élève de Sion. Au mois de mai, deux journées sportives ont été organisées à Büyükdada avec entre autres une course de relais des écoles étrangères et des écoles des îles symbolisant la transmission des connaissances et des savoirs rendue possible par un travail d'ensemble. D'autres activités ont également été intégrées dans ce cent cinquantième anniversaire comme l'ouverture de la salle de concerts et de spectacles.

Envie de faire passer une publicité dans nos pages ?
Contactez-nous au 0 216 550 22 50 - 0 533 294 27 09

Bulletin d'abonnement

Pour recevoir chez vous Aujourd'hui la Turquie, veuillez remplir et renvoyer ce coupon à l'adresse indiquée en précisant le nombre d'exemplaires.

11 numéros : 40 € Turquie 50 € Europe 11 numéros version PDF : 25 €

Abonnement de soutien pour les entreprises 11 numéros

Le kit de 30 exemplaires 300 € Turquie 400 € Europe

Le kit de 5 exemplaires 150 € Turquie 200 € Europe

Prénom : _____ Nom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Code postal : _____ Pays : _____ No de téléphone : _____

Fax : _____ Email : _____

Date : ___/___/___ Signature : _____



Gratuit pour chaque abonnement et renouvellement

Mode de paiement pour la Turquie (rayer la mention inutile) :

- chèque (à l'ordre de Bizimavrupa Yay. Ltd)

- virement Yapi Kredi (no de succursale : 0217-0 Moda İstanbul

no de compte en euros : 3005115; en YTL : 60025808)

Bizimavrupa Yayıncılık Ltd. - Moda Cad. No:77 D.3 - 34 710 İstanbul - Turquie

Tél: 0 216 550 22 50 - Fax: 0 216 550 22 51 - Email: alaturque@gmail.com

Mode de paiement pour l'Europe (rayer la mention inutile) :

- chèque (à l'ordre de CVMag)

- virement bancaire à l'ordre de Les Editions CVMag - Crédit Lyonnais

no de compte 30002 Paris Bonne Nouvelle 00467 0000445120G

Les Editions CVMag 37 rue d'Hauteville 75010 Paris - France

Tél. 01 42 29 78 03 - Fax: 01 42 29 54 20 - Email: alaturque@alaturque.com

alt 21

Lycée Notre Dame de Sion

Pour la petite histoire de cette école, tout commence le 27 octobre 1856 lorsque l'école tenue jusque-là par les Filles de la Charité est transmise à la congrégation des sœurs de Sion et ouvre ses portes sous le nom de pensionnat Notre Dame de Sion. Par la suite, d'autres écoles Notre Dame de Sion furent ouvertes à Kadıköy, à Izmir, en Palestine, à Jérusalem. Lors de la Première Guerre mondiale, le lycée est transformé en hôpital. Après l'arrivée des Jeunes Turcs, l'école accueille aussi les élèves musulmans. M. de Lansalut nous apprend ensuite qu'après la fondation de la République turque, les filles adoptives de Mustafa Kemal Atatürk ont été inscrites également à Notre Dame de Sion.

La construction : contrôle renforcé et nouvelles normes antisismiques

(Suite de la page 1)



À l'université, j'étais professeur de structures statiques mais il vaut mieux dire simplement structures car nous avons commencé sous le nom de structures statiques mais, pour terminer, nous nous sommes aussi penchés sur les autres sections de construction. Quel est finalement notre but? Nous nous occupons du côté design de la construction, notre principal but est donc de faire le dessin de la structure.

En Turquie, le secteur de la construction a gagné de l'importance. Où se situe la responsabilité de l'ingénieur dans la construction d'un bâtiment ?

Elle commence dès le début, lors du projet du bâtiment, c'est ici qu'il joue un rôle vital en ce qui concerne la construction du bâtiment. Mais la partie la plus importante du travail est le design que l'ingénieur donnera au bâtiment. La fabrication conçue par l'ingénieur en construction doit être résistante à tout tremblement de terre ainsi qu'à de quelconques changements de structure, la moindre erreur pouvant être la cause de la destruction totale du bâtiment. La tâche de l'ingénieur en construction se termine après avoir remis en mains propres aux responsables la construction finale. Mais ce n'est pas tout car le contrôle du bâtiment est un élément désormais très important : d'après la nouvelle loi, lors de la construction, une société indépendante de contrôle de bâtiments doit dorénavant contrôler chaque bâtiment construit et en avoir la responsabilité solidaire.

Depuis quand cette loi est-elle en application ?

Cette loi a été promulguée après le tremblement de terre du mois d'août 1999 et

elle apporte en Turquie un système déjà appliqué dans toute l'Europe. Grâce à son application en Turquie, il est aujourd'hui interdit de construire un bâtiment officiel sans le contrôle d'une société de structure. À partir de maintenant, les sociétés qui contrôlent une construction sont aussi responsables que ceux qui l'ont faite. La responsabilité est donc partagée et la possibilité de construire un édifice de façon incorrecte est minimalisée.

Mais comment fonctionne ce système ?

D'après certaines informations, de nombreuses constructions à Istanbul seraient défectueuses...

Le fait qu'une grande partie des constructions à Istanbul soient dégradées est une chose relative et certaines informations peuvent être sujettes à caution. Il faut tout d'abord tenir compte de la période à laquelle elles ont été construites : lorsque Istanbul a commencé à s'urbaniser, on a vu une surabondance de béton armé. Après les années 1950, le développement considérable d'Istanbul et de toute la Turquie a nécessité la mise en place rapide de structures adaptées. Les hommes et les organisations doivent être logés et, pour cela, on a besoin de constructions comme des bâtiments, des routes, des ponts, des salles de concert ou bien encore des usines, tous signifiant construction. La technologie du béton armé était primordiale dans les années 1950 mais un fait important a été négligé : le contrôle de la qualité du béton. Il y a quelques années, le contrôle de la qualité du béton n'était pas assuré et les travailleurs venant d'Anatolie ont employé du béton de qualité insuffisante, sans contrôles sérieux. Bien entendu, la qualité défectueuse et le manque du contrôle du béton utilisé ont été les causes du manque de solidification autour des matériaux intégrés dans le béton, dont l'acier. L'acier noyé dans le béton utilisé

Désormais une société indépendante de contrôle des bâtiments doit vérifier chaque nouvelle construction et en avoir la responsabilité solidaire.



dans la construction a subi une détérioration appelée « corrosion ». Dans de nombreux cas de constructions défectueuses, on rencontre ce phénomène de corrosion.

Pouvez-vous nous expliquer ce terme de corrosion ?

Lorsqu'il y a une faiblesse dans le béton, cela ne concerne pas que le béton, mais aussi l'armature métallique qui le renforce : si le fer utilisé pour l'armature du béton – on parle alors de béton armé – est totalement entouré par le béton, il sera protégé de l'humidité de l'air, et, donc, d'une oxydation risquant de fragiliser l'ensemble de la construction. En revanche, si la qualité du béton n'est pas bonne, avec l'humidité, l'oxygène extérieur pénétrera et causera la

détérioration par oxydation de cette armature métallique. Lorsque le phénomène de corrosion commence, le volume du fer augmente, ce gonflement faisant éclater le béton tout autour, réduisant donc l'espérance de vie du bâtiment.

Une grande partie des anciennes constructions faites à Istanbul ces quinze dernières années sont malheureusement atteintes par cette corrosion. Le contrôle n'étant pas fait de manière constante, on finit par avoir des problèmes dans la solidité des bâtiments.

Imaginons qu'il n'y ait pas de tremblement de terre à Istanbul pendant encore 100 ans. Ce n'est pas une raison pour ne pas renouveler les bâtiments après un certain temps, car il ne faut pas oublier que les bâtiments s'abîment au fil du temps.

Pouvez-vous nous parler des nouvelles normes antisismiques à Istanbul ?

Dans l'ancien cahier des charges, préparé dans les années 1960-1970, il était question de précautions « constructives » et même des nouvelles normes antisismiques.

Qu'est-ce que cela signifie ?

Pour les ingénieurs, le terme de « coeffi-

cient de sécurité » consiste à tenir compte d'une charge maximale qui serait subie au moins une fois dans l'existence du bâtiment. Quand la construction subira cet événement, elle devra y résister et les personnes vivant dedans ainsi que leurs biens devront subir le moins de dégâts possibles. Or, un tremblement de terre important est attendu à Istanbul et, en conséquence, un cahier des charges est mis en place en Turquie où les régions sont catégorisées selon leur degré de risque sismique. Les ingénieurs ont fait de nombreux calculs, tenant compte des différents types et forces de séismes possibles. C'est ici que les coefficients de sécurité sont importants. Plus le coefficient est élevé, plus les bâtiments auront de chances de ne subir que des dégâts mineurs. Certains ne subiront même aucun dégât, certains autres pourront subir quelques fissures de plâtre qui pourront être réparées, le plus important restant qu'il n'y ait aucun dégât à l'intérieur. Les coefficients de l'ancien cahier des charges ont été revus à la hausse, mais plus de sécurité implique aussi un coût plus élevé. Alors, l'ingénieur est tenu de faire une construction économique, fonctionnelle et esthétique, il est ainsi obligé de réaliser un plan de construction optimum. Le nouveau cahier des charges est un peu plus conservateur que l'ancien et comporte aussi l'obligation de faire des bâtiments plus solides et plus sûrs face à un possible tremblement de terre.

Désormais une société indépendante de contrôle des bâtiments doit vérifier chaque nouvelle construction et en avoir la responsabilité solidaire.

Propos recueillis par Bilge Demirkazan



Un journal indépendant

(Suite de la page 1)

l'intérêt du pouvoir en leur faveur. Cette conduite est légale tant qu'elle ne désobéit pas aux lois du pays. Cependant, il nous arrive aussi de voir, dans les pays démocratiques, des personnes n'appartenant à aucun groupe et qui désirent s'exprimer librement en étant imprégnées d'un esprit indépendant. Ceux qui écrivent dans ce journal ne le font pas au nom d'un groupe d'intérêts quelconque.

D'ailleurs les enseignants, les chercheurs et les écrivains les plus renommés s'expriment souvent dans notre journal. Ce dont nous avons besoin par-dessus tout, c'est de disposer de davantage de ressources publicitaires car la publicité est le moyen le plus sain pour l'évolution de notre journal. Cela nous permettra d'atteindre notre but qui est de toucher un plus grand nombre de lecteurs et, ainsi, de mieux faire connaître la Turquie à la France et à l'UE francophone.

Comme vous pouvez le constater à travers nos pages, quelques entreprises contribuent

déjà à cette initiative en nous confiant leurs publicités. Mais nous sommes très troublés de voir que les entreprises françaises, d'une façon presque unanime, nous ferment leurs portes.

Nous avons eu maintes occasions d'entrer en contact avec leurs responsables commerciaux mais, comme je l'ai précisé auparavant, il semblerait qu'il y ait une sorte de « main invisible » nous empêchant de bénéficier de leurs publicités. Il faut avouer que cette situation nous déçoit énormément.

Nous nous sommes plusieurs fois exprimés sur la politique de notre journal : Aujourd'hui la Turquie a pour but de construire un pont fraternel entre la Turquie et la France mais aussi avec tous les pays francophones comme la Belgique et le Canada et, ainsi, d'encourager et d'intensifier les relations économiques et culturelles. De plus, notre journal relie les pays francophones du monde entier à la Turquie, notamment les pays d'Afrique

du Nord comme le Maroc, la Tunisie ou l'Algérie.

Selon les principes de notre journal, nous avons toujours agi avec beaucoup de sensibilité mais notre affection envers ces pays ne doit pas nous ôter le droit de les critiquer, de même que la France et la Turquie. Ce bon sens est le principe de base de tous les peuples modernes et démocratiques, mais aussi la mission primordiale des organes de presse indépendants.

Ces derniers temps, nous avons été témoins d'agissements trompeurs à la télévision, à la radio ou encore dans la presse écrite, destinés à influencer la population. Certains dirigeants de sociétés ou d'associations prétendent parler au nom de la Turquie à propos des relations entre la Turquie et l'Union européenne, comme s'ils faisaient partie de l'autorité concernée.

Une des plus grandes raisons de l'attitude des Turcs vis-à-vis de l'entrée dans l'Union est l'existence de ces indi-

vidus et de ces groupes qui sont éloignés du peuple turc et qui agissent sans prendre en compte les intérêts réels des Turcs. Dorénavant, le peuple les regarde d'un œil suspicieux et se méfie de chaque action organisée par ces personnes. En revanche, à Aujourd'hui la Turquie, nous apportons toute notre attention à traiter des relations entre la Turquie et l'Europe de la façon la plus neutre et en prenant en compte les intérêts des deux parties.

Nous essayons de nous investir par tous moyens pour continuer sur ce chemin et atteindre des conditions d'existence plus convenables. Je voudrais insister à nouveau sur le fait que nous serions enchantés de rencontrer une attitude plus constructive de la part de nos amis qui désirent voir vivre une publication objective privilégiant les bonnes relations entre la Turquie et la France – et bien sûr l'UE – comme notre journal.

**Prof. Dr. Haydar Çakmak
Professeur à l'Université de Gazi*

Un amoureux d'Istanbul plaide pour une meilleure présentation de la Turquie

Qui ne connaît pas Paris Match, hebdomadaire français mythique existant depuis plus de 50 ans et ses couvertures consacrées aux hommes politiques, à l'actualité marquante et aux célébrités? Pour la seconde fois, son rédacteur en chef, Gilles Martin-Chauffier, nous a accueillis. À quelques jours d'une année très chargée avec des élections aussi bien en France qu'en Turquie, nous avons parlé de l'actualité des deux pays.



Gilles Martin-Chauffier

Selon vous, quelle serait la différence dans le traitement de l'information entre les médias turcs et français ?

Je pense qu'en France la presse écrite a un rôle très important et que ce sont encore les journaux qui donnent le ton et la matière à discuter et à penser. Un journal comme *Le Monde* a un poids réel, de même que *Le Figaro* et les magazines français peuvent faire le succès ou l'échec d'un livre ou d'un film. La presse écrite demeure très forte en France et la télévision, si elle commence à être puissante, garde une très mauvaise image. On peut être lancé auprès du grand public par la télévision, mais on ne peut pas être lancé auprès des leaders d'opinion, ceux qui, finalement, auront le dernier mot et ceux-là ne sont pas influencés par la télévision. En Turquie la télévision est à la fois beaucoup plus populaire, plus intelligente et plus puissante qu'en France. En 2005, nous avons passé 15 jours en Turquie pour préparer un spécial « Match de Paris » de 15 pages consacré à ce pays et, en arrivant, nous sommes allés à la soirée de présentation des lancements du groupe Doğan, propriétaire de la chaîne D tandis qu'au même moment, à Paris, TF1, France 2 et les autres présentaient leurs programmes de rentrée... Les chaînes françaises faisaient figure de chaînes provinciales, ringardes à côté du lancement de Doğan qui avait organisé une énorme soirée avec une foule immense, une fête gigantesque au bord du Bosphore, où l'on pouvait côtoyer toutes les stars de Turquie, bref une réception somptueuse pour un lancement éblouissant de modernité. Quand on regarde les chaînes turques, on assiste à des journaux télévisés très originaux, leur sommaire étant constitué d'un mélange impensable pour un journal de 20 heures en France. On y trouve du sérieux et du futile, du reportage international et des faits divers incroyables ; le témoignage d'un très grand écrivain et puis, juste après, une concierge folle de rage car son chat est mort. C'est un mélange qui rappelle, par ces aspects, Paris Match. La Turquie, si elle est très en retard par rapport à nous sur les terrains de l'édition et de la presse écrite, est très en avance dans le domaine de l'audiovisuel.

Comment expliquez-vous cela ?

La population turque n'était développée culturellement et intellectuellement que sur le littoral et dans les grandes villes alors que la Turquie rurale était complètement analphabète et très en retard par rapport à la France profonde. On a donc sauté l'étape des journaux de province en passant directement à la télévision. Les Turcs ont sauté l'étape de la presse écrite régionale car très peu de gens savaient lire à l'époque et, maintenant qu'on est au stade où tout le monde sait lire, plus personne n'a envie de le faire. De même, en France, la presse quotidienne baisse énormément, alors que tout le monde regarde la télévision. Puisque les Turcs, en regardant beaucoup la télévision, s'acheminent vers une uniformité culturelle, le pouvoir a tout intérêt à ce que la télévision soit le vecteur culturel numéro un, car c'est le meilleur moyen d'unifier le pays, alors que la presse écrite, au contraire, encourage au pluralisme d'opinion.

Pourtant, les journaux turcs ont un tirage très important et sont assez nombreux...

C'est dû à la primauté de la presse nationale. En France, au contraire, alors que la presse nationale vend très peu, la presse régionale est très présente en province. Les journaux les plus puissants en France ne sont pas *le Monde* ou *le Figaro*, ce sont Ouest France, Nord Éclair, Nice Matin, etc. En revanche en Turquie, il n'y a pas de presse régionale importante, les journaux d'Istanbul sont distribués uniformément dans tout le pays.

Désormais, il existe une nouvelle chaîne, France 24. Qu'en pensez-vous ?

Depuis longtemps, la France veut avoir une chaîne internationale très puissante. Elle avait déjà *France 5* qui, à mon avis, est une chaîne ni très excitante ni très amusante. On aurait mieux fait de moderniser *France 5* et de lui donner suffisamment d'argent en la refaisant plutôt que de créer une autre chaîne ayant la même vocation. Deux chaînes ayant de petits moyens financiers vont se faire concurrence, alors qu'on pouvait avoir une seule grosse chaîne bénéficiant de gros moyens. Cela dit, je trouve qu'il est bon que la France dispose d'une chaîne internationale. Pas tellement pour les informations car je ne pense pas que les Turcs ou les Brésiliens aient besoin de savoir ce que pense la France pour se faire leurs propres idées car ils ont leurs propres intérêts. En revanche, une bonne chaîne parlant le français et présentant un programme moderne donnerait une très bonne image de la France en étant la « vitrine » du pays du luxe, du raffinement, en donnant aux gens envie de venir en France à travers des films et d'autres émissions bien plus qu'à travers les informations.

Concernant l'élection présidentielle française, croyez-vous à un second tour Royal-Sarkozy ?

D'une certaine manière, c'est presque agaçant; on a un candidat de gauche, un candidat de droite et les jeux sont faits : le second tour se jouera entre eux. Concernant Nicolas Sarkozy, on ne peut pas nier qu'au point de vue du programme, des idées, du dynamisme et des discours qu'il fait, il est cent fois plus intéressant, créatif et dynamique que tous ses concurrents de droite. Quant à Ségolène Royal, on peut lui trouver beaucoup de défauts, on peut penser qu'elle est seulement capable de montrer une très jolie silhouette, une allure présidentielle et un calme très impressionnant et que son programme, c'est

du vent. Mais le fait qu'elle ait déjà vaincu Lionel Jospin, Laurent Fabius et Dominique Strauss-Kahn prouve que c'est une « tueuse »... Donc je pense que l'élection va se jouer entre ces deux-là.

On critique son programme et son manque d'expérience aux sujets des questions internationales. Qu'en pensez-vous ?

De toute façon, même si un jour elle est élue présidente, on ne demande pas aux présidents de maîtriser tous les sujets. L'important, c'est d'avoir les idées claires et de fixer une ligne. Mme Royal, à la limite, peut arriver « vierge » au pouvoir et dire « je ne veux pas m'encombrer de détails, je veux fixer les grandes lignes », c'est aussi bien. Elle ne connaît pas très bien les grands dossiers, mais ce n'est pas très grave et je crois que les Français s'en fichent complètement. Dire aux Français « elle est incompétente », la rend sympathique parce que les Français ne connaissent pas non plus les dossiers, ils ont besoin de quelqu'un qui soit proche d'eux. La politique étrangère intéresse énormément les gens au pouvoir mais pas du tout le peuple et, donc, ils ne sanctionneront pas quelqu'un sur son manque de compétences dans ce domaine. Le problème serait qu'elle n'ait pas d'idées sur la politique intérieure.

Tout le monde dit que son élection ne serait un événement que parce que c'est une femme...

Il est certain que c'est un atout parce que la classe politique française est très âgée ; les derniers présidentiables, Jospin, Chirac, Le Pen, avaient tous 70 ans. On a l'impression que cette classe politique est la même depuis trente ans. Elle, elle apparaît comme nouvelle en politique. Certes, c'est un atout mais souvenons-nous que toutes les femmes qui sont arrivées au pouvoir ont agi comme des hommes et n'ont rien changé à la manière de gouverner. Ségolène Royal, elle, apporte un courant d'air frais. Tandis que Sarkozy est jeune, et c'est tout, alors qu'elle, elle est jeune, belle et c'est une femme.

Est-ce que le poste de ministre de l'Intérieur a usé l'image de Sarkozy, alors que, comme vous le dites, Ségolène est beaucoup plus « vierge » ?

Oui et non ; comme ministre de l'Intérieur, il a plu à beaucoup de Français. Il a déplu à la gauche, naturellement, et n'a pas déplu à la droite. Il est vrai que la société française est confrontée à la violence dans les banlieues, et être un ministre disant prendre le problème à bras-le-corps ne l'a pas du tout rendu impopulaire, bien au contraire. Le problème de Sarkozy n'est pas d'être

ministre de l'intérieur mais d'apparaître tous les jours à la télévision et, donc, de finir par être lassant. Dès qu'on fait une remarque sur sa politique, il le prend comme une agression personnelle alors que lui n'hésite pas à attaquer continuellement ses adversaires. Le danger de la candidature de Sarkozy, c'est son propre personnage : alors que tout le monde dit racaille en parlant des individus néfastes de certaines banlieues, lorsque c'est le ministre de l'intérieur qui le dit, beaucoup sont choqués car un ministre doit rassembler les citoyens et non les diviser. Le fait qu'il soit ministre de l'Intérieur lui a servi de tremplin pour sa candidature mais il a trop été exposé devant la population et, au moment de voter, les gens vont peut-être dire « Je l'ai assez vu ».

La Turquie est déçue par l'hostilité de la France. Est-ce une hostilité envers elle ou seulement envers sa candidature à l'UE ?

Quand mon livre *Le Roman de Constantinople* a été récompensé (Prix Renaudot Essais 2005 Ndlr), certains jurés étaient vraiment opposés à l'entrée de la Turquie et beaucoup de gens m'ont dit « c'est très courageux ». Nombreux sont les Français qui trouvent injuste de vouloir faire payer à la Turquie d'aujourd'hui toutes les actions de l'histoire turque et énormément de gens sont pour son entrée, même s'il est facile pour d'autres de faire porter à la Turquie leurs propres échecs concernant l'intégration mal réalisée ou l'immigration non maîtrisée, sujets sur lesquels il n'est pas aisé de faire son autocritique...

Si la Turquie était bouddhiste, juive ou chrétienne, il en irait différemment, mais l'idée de voir une grande nation musulmane entrer dans l'Europe fait peur à certains qui se disent que l'on va diffuser à toute l'Europe les problèmes des banlieues françaises. Quant à la démagogie des politiciens comme Philippe de Villiers, Sarkozy, Royal..., tout cela n'a aucune espèce d'importance et il faut que les Turcs le comprennent : il ne suffit pas qu'un pays d'Europe dise « On ne veut pas de cette entrée » pour que les autres le suivent. Mais alors, pourquoi certains Français sont-ils opposés à la Turquie ? Tout d'abord parce qu'ils ne la connaissent pas et que la Turquie fait très mal son travail de présentation. Il faut que la Turquie se présente et affiche sa modernité. Il faut qu'elle fasse découvrir, notamment dans ses films, son humour, et qu'on arrête les reportages éculés sur les derviches et le folklore turc. De plus, il faut bien se rendre compte que l'Europe, c'est tout le Nord de la Méditerranée et qu'elle va jusqu'à Moscou. Il faut que la Turquie parle beaucoup plus culture et histoire, qu'elle montre en quoi elle nous ressemble et combien les Ottomans étaient très proches des Byzantins. C'est au prix d'un gros travail culturel que la Turquie peut se rapprocher de l'Europe. Quant à la question chypriote, je crois que la Turquie, là aussi, fait très mal son travail d'explication. Les Français – les Européens en général – ne connaissent pas le sujet. Il faudrait, en quelques pages expliquer clairement quelle est la situation et dire pourquoi la situation chypriote est bloquée depuis trente ans par les Chypriotes grecs. Tout se passait bien et, un jour, les Grecs ont décidé de faire un coup d'État, déclenchant ainsi la crise. On parle du blocus des ports turcs qui ne veulent pas s'ouvrir aux Grecs, mais il faut expliquer que les Grecs font un blocus depuis trente ans dans deux grands ports de Chypre. Personne ne le sait et on se demande pourquoi le gouvernement turc ne le dit pas... Qu'Ankara dise: « Lors d'un référendum, les Chypriotes turcs ont dit oui à la réunification de l'île avant son entrée dans l'UE et ce sont les Chypriotes grecs qui ont refusé. Les Grecs ne respectent pas les décisions prises et ne cèdent jamais sur rien, pourquoi les Turcs devraient-ils céder sur quelque chose? » et les gens comprendront mieux l'impasse chypriote. Hélas, le gouvernement turc ne communique pas efficacement sur ce sujet et c'est très maladroit car, dans le monde moderne, il faut communiquer. J'ai rencontré des gens à Istanbul qui en ont pardessus la tête des tergiversations européennes quant à la négociation. Avant, les autres Turcs faisaient tout pour rentrer dans l'Europe et, maintenant, on rencontre de plus en plus de Turcs qui se disent « On n'a pas besoin de l'Europe. » Il serait dommage de fermer la porte à la Turquie.



Si notre parti (CHP) arrive au pouvoir, nous exigerons une réponse honnête de l'UE

(Suite de la page 1)



Onur Öymen

Comment qualifieriez-vous les relations franco-turques?

Depuis des décennies, nous avons d'excellentes relations sur le plan politique. Je me souviens que lors de la première phase de l'adhésion de la Turquie, la France était parmi les pays de l'Europe qui avaient soutenu vigoureusement l'adhésion de la Turquie. À l'heure où certains pays étaient réticents, c'était précisément le président Chirac qui nous avait soutenus mais nous avons remarqué qu'à partir du début de l'année 2005, un changement considérable se faisait dans la politique française. On a d'abord changé l'article 11 de la Constitution, pour y insérer un référendum obligatoire concernant l'adhésion de la Turquie. Même si nous remplissons toutes les conditions, il sera obligatoire pour la France d'organiser un référendum, ce qui rend l'adhésion de la Turquie encore plus difficile. Soyons réalistes : croyez-vous que d'ici quelques années, il y aura eu un changement radical dans l'opinion publique française pour qu'elle dise oui à l'adhésion de la Turquie ?

De plus, nous avons constaté que la France a essayé d'introduire un élément politique dans la discussion de chaque chapitre pour l'adhésion de la Turquie. Cela a rendu encore plus difficile l'ouverture des négociations sur divers chapitres. Nous avons constaté qu'il y avait vraiment un changement d'attitude de la part de la France et, quand nous avons demandé à nos amis français la raison, nous n'avons pas eu une réponse satisfaisante. M. Sarkozy dit très clairement qu'il est contre l'adhésion de la Turquie et, d'après des sources sûres, il aurait dit, lors d'un entretien avec un homme d'État, que la raison pour laquelle il était contre la Turquie, était l'islam... Si c'est bien la vérité, il faudrait qu'il le dise clairement car cela nous aiderait à organiser un débat sur ce sujet. Si certains responsables pensent des choses qu'ils n'osent pas dire, ça ne va pas rendre service à l'amitié franco-turque.

Que pouvez-vous nous dire sur l'avancement des négociations pour l'adhésion de la Turquie dans l'UE ?

Désormais, tout avancement dans les négociations dépend d'un « progrès » dans le problème chypriote, c'est-à-dire des concessions à faire du côté de la Turquie. Or, si le gouvernement turc poursuit sa

politique actuelle, il n'y aura aucun progrès. Tout serait donc lié à Chypre. Cela nous a beaucoup surpris car nous savons bien que l'objection de certains hommes et partis politiques européens n'a rien à avoir avec le problème de Chypre. Ni M. Sarkozy ni Angela Merkel n'a dit jusqu'à présent qu'au cas où le problème de Chypre serait résolu, ils changeraient leur position et appuieraient l'adhésion de la Turquie. Personne... Pour nous, il s'agit très clairement d'un prétexte et, une fois ce problème résolu, ils trouveraient un autre prétexte. Notre conviction est qu'il y a de vraies raisons et que la question de Chypre n'est qu'une cause mineure. Nous avons d'ailleurs dit que « Chypre est trop petite pour se cacher derrière. » Il faut donc discuter honnêtement de toutes ces raisons car on ne peut pas se cacher derrière des prétextes qui n'ont rien à faire avec l'intention réelle.

La Commission a décidé de conditionner les futurs élargissements à l'adhésion des opinions publiques européennes; qu'en pensez-vous?

Concernant l'adhésion des opinions publiques, si les hommes politiques se prononcent d'une manière aussi forte contre l'adhésion de la Turquie, comment voulez-vous que l'opinion publique réagisse différemment ? **Selon vous, qu'est-ce qui est important pour la Turquie : suivre les réformes et moderniser le pays ou débattre continuellement pour savoir si oui ou non la Turquie doit entrer dans l'U.E., quitte à décourager l'opinion publique?**

De toute façon avec ou sans l'UE, nous allons continuer les réformes car nous avons besoin de ces réformes et, pour nous, ce n'est pas une chose difficile. Souvenons-nous que, dans le passé, nous avons accompli des réformes beaucoup plus importantes que cela. Le problème est que, depuis 43 ans, nous sommes engagés dans des relations avec l'UE et que nous avons réorganisé la société turque et fait des réformes légales et administratives pour orienter la Turquie dans cette direction. Donc nous ne pouvons changer du jour au lendemain ni notre position ni nos objectifs. Soit l'UE est fidèle à ses engagements et nous accomplissons nos obligations respectives, soit l'UE met fin à ce processus en disant « Nous ne sommes pas prêts à accepter la Turquie ». On ne peut pas nous dire de poursuivre nos efforts, de faire des concessions, d'aller même au-delà de l'acquis communautaire, sans une promesse d'adhésion à la fin du processus. Si les membres de l'Union décident autrement que les pères fondateurs de l'Europe après la Deuxième Guerre mondiale, il serait bien de le dire aujourd'hui. On ne peut pas laisser traîner les choses pour, en fin de compte, faire une mauvaise surprise à la Turquie. Alors, si nous arrivons au pouvoir, nous allons exiger une réponse honnête. Si vous voulez un référendum faites-le tout de suite. Si vous voulez décider contre l'adhésion de la Turquie, dites-le. La Turquie aura alors la possibilité de choisir elle-même son avenir. Car cela doit aussi avoir des conséquences sur les relations économiques car, partout dans le monde, les relations économiques et politiques vont de

pair. Il serait bien inconséquent de la part des responsables européens d'exercer des pressions insupportables au niveau politique et d'attendre des concessions économiques. **Dans l'état actuel des choses, êtes-vous optimiste ou pessimiste quant à l'issue de ces négociations?**

Je suis réaliste. Quand j'étais à Paris, nous avons donné une conférence de presse et les journalistes nous ont demandé ce que nous faisons là-bas. Nous avons répondu que nous avons reçu des délégations eurosceptiques et des délégations turcosceptiques et que nous étions venus comme antisceptiques. Nous sommes contre toutes sortes de scepticisme, nous sommes réalistes et prêts à discuter. Il nous semble fondamental de connaître exactement ce que pensent les dirigeants européens sur l'adhésion de la Turquie.

Mais de plus en plus de mouvements d'extrême droite s'installent dans le paysage politique européen, remettant en cause les valeurs de l'Union.

Comment expliquez-vous cela?

Je crois que la faute n'est pas aux valeurs européennes, nous croyons que ces valeurs ont bien été choisies : la démocratie, les droits de l'homme, la laïcité, la démocratie sociale et toutes les autres valeurs très respectables. Pour nous, le problème est le leadership. Malheureusement, les dirigeants européens d'aujourd'hui n'ont pas la même envergure que les dirigeants européens de l'après-guerre. Les pères fondateurs de l'Europe avaient une vision beaucoup plus large et respectable, ils ne pensaient pas aux intérêts à court terme ou aux élections prochaines. Aujourd'hui, les intérêts sont à court terme et les dirigeants et responsables politiques ne pensent qu'à sauver la situation au jour le jour. J'espère que très prochainement, il y aura une autre génération de leaders politiques en Europe qui aura une vision beaucoup plus respectable.

Si j'étais un leader européen aujourd'hui, je réfléchirais à la manière d'étendre la démocratie au Moyen-Orient grâce à la Turquie. Nous sommes le seul pays majoritairement musulman à avoir un système démocratique laïc. Donc, si nous pouvons exporter la démocratie au Moyen-Orient nous aurons contribué à la stabilité de cette région, ce qui serait une garantie pour la paix car il n'y a eu aucune guerre dans les pays démocratiques. L'Europe pourrait

alors profiter de cela tant du point de vue sécuritaire que du point de vue énergétique. La population de l'Europe vieillit considérablement. En France, plus de 10 millions de personnes ont plus de 65 ans et cela crée des problèmes quant à la sécurité sociale et au financement des retraites. La population jeune diminue partout en Europe et, d'après les calculs, dans les 40 ans à venir, on devrait voir une baisse de la population de 30 millions en Europe. Comment allez-vous soutenir le développement économique et social avec 30 millions de personnes en moins ? La Turquie, avec sa population jeune et dynamique, constitue, là encore, un avantage pour l'Europe.

Si l'Europe vise à avoir une sécurité dans la défense, elle ne peut pas se passer de la capacité militaire de la Turquie. Donc pour toutes ces raisons, la Turquie sera un net contributeur de l'Europe et on se demande comment les dirigeants actuels peuvent se permettre le luxe de créer tellement de barrières entre l'Europe et la Turquie. Est-il dans l'intérêt de l'Europe que le soutien de l'opinion publique turque soit passé de 75 % à 33 % concernant l'adhésion de la Turquie à l'UE. ? Si ça continue ainsi, il sera très difficile pour les générations futures de parler d'une amitié franco-turque. L'Europe a-t-elle besoin d'un adversaire ou d'un allié ? Qu'est-ce qui ne va pas dans nos relations ? Si la raison est quelque chose auquel on ne peut remédier, dites-le. S'il s'agit d'une question qu'on ne peut pas changer, comme la religion, dites-le aussi.

Pour finir, M. Öymen voulez-vous ajouter quelque chose?

Sur un plan personnel, je voudrais dire qu'avec la France nous avons un passé d'amitié qui remonte très loin dans le temps. J'ai moi-même appris la langue française quand j'avais 7 ans et nous avons toujours vu la France comme un pays de justice, de liberté, d'amitié et nous lui avons toujours fait confiance. Nous avons toujours admiré la philosophie, la littérature, les arts français et, maintenant, je suis personnellement très déçu. Donc, il faut vraiment que la France ait une autre ap-

proche et ait le courage de nous dire en face ce qu'elle pense de nous. J'espère bien que tout va bientôt changer avec un nouveau gouvernement en Turquie et avec un nouveau président en France. J'espère que les choses vont changer dans la bonne direction, sinon il n'y aura pas de gagnant à ce jeu.

Propos recueillis par
Mireille Sadège

Il serait bien inconséquent de la part des responsables européens d'exercer des pressions insupportables au niveau politique et d'attendre des concessions économiques.

Dire non à la Turquie après 15 ans d'efforts pour des raisons qui n'ont rien à voir avec la Turquie, serait très injuste et inadmissible.



Restaurant et Hôtel, en plein cœur de la vieille ville d'Istanbul.

www.armadahotel.com.tr
0212 455 4 455

L'univers des défilés de mode en Turquie



Uğurkan Erez

Propriétaire d'une agence de modèles, chorégraphe et organisateur de défilés de mode, Uğurkan Erez est l'un des premiers noms qui nous viennent à l'esprit quand on parle de « défilés » en Turquie... Étant connaisseur aussi bien de la scène que des coulisses, il a bien voulu nous parler de la création et de l'univers de la mode en Turquie.

Pouvez-vous nous dire la différence entre la perception de la mode en Europe et en Turquie ?

La Turquie a commencé à concevoir et à organiser des défilés de mode depuis seulement 10 ou 15 ans. Auparavant, nous travaillions sans avoir les moyens de suivre ce qui se passait ailleurs et, désormais, nous observons ce qui se passe dans les capitales de la mode. Je ne trouve pas que les critiques du genre « il a copié, il a imité » soient fondées dans ce secteur, même si, dans le milieu de la mode, il y a toujours des personnes qui copient. Je suis ce qui se passe à Paris et j'y ajoute mon propre style. Il ne serait pas très juste de dire que mon travail est seulement le fruit de ma propre invention. Il y a 15 ans, j'avais importé en Turquie les chorégraphies dansantes dans les défilés et tous m'ont demandé « Comment as-tu trouvé cette idée ? » Cela ne m'est pas tombé du ciel. En effet, des pays comme le Royaume-Uni organisaient déjà des

défilés en y incorporant des danses alors qu'à Paris les mannequins ne font que marcher sur une ligne droite et peu de danses sont au programme. Quant à Milan, ses défilés ressemblent beaucoup à ceux de Paris. Aujourd'hui, c'est New York qui commence de plus en plus à prendre de la place dans l'actualité. Ainsi chaque pays a son propre style.

Moi aussi, je mets en scène des choses en rapport avec le peuple et la culture de mon pays. Par exemple, je fais quelque chose en rapport avec l'Anatolie. Quand je présente cela en Europe, ils ne comprennent pas grand-chose et je dois expliquer que ça fait partie du concept et que le styliste s'est inspiré de motifs anatoliens pour ses créations. C'est pourquoi la chorégraphie doit être en relation étroite avec la création.

Je ne vois pas beaucoup de différence dans la perception de la mode entre l'Europe et la Turquie. Nos mannequins connaissent toutes les techniques et sont très qualifiés, le seul problème étant qu'en général, ils manquent de discipline. Les mannequins en Europe et en Russie ont été formés selon une certaine discipline et j'aimerais transmettre cela aux mannequins en Turquie. Pour ma part, je ne trouve pas qu'il soit nécessaire qu'un mannequin soit médiatisé car nous ne présentons pas des mannequins mais des vêtements. Certes, le vedettariat est un atout pour attirer les médias, mais je

tiens énormément à la discipline. D'autre part, je préfère travailler avec des personnes qui aiment leur métier car, pour moi, c'est la clé de la réussite.

Pourquoi le monde de la mode est-il si important ?

Alors qu'avant, on ne portait que ce qui était à la mode, désormais nous mettons tout ce qu'on aime voir sur soi et l'ancien système est révolu. Longtemps, les pays étrangers ont dicté la mode mais, aujourd'hui, la mode a gagné en souplesse. C'est pour cela que les jeunes, de nos jours, sont très chanceux. Selon moi, la mode est ce qui vous va bien. Par exemple, moi j'achète parfois mes vêtements à Mahmut Paşa (un bazar bric-à-brac pas cher) et les personnes sont persuadées que ça vient d'Europe, ce qui prouve que j'arrive à bien choisir ce que je porte.

On discute beaucoup des mensurations des mannequins. On parle ainsi, de taille zéro ou de mensurations 90-60-90...

Les mensurations 90-60-90 sont seulement des mesures souhaitées pour les concours de beauté. Un mannequin doit

toujours avoir une certaine taille. Qu'elle ait une grosse poitrine ou non et plus ou moins de hanches n'a pas d'importance. Si elle porte bien le vêtement sur elle, qu'elle a un charisme, qu'elle est disciplinée, le reste n'est pas important. En ce qui concerne « les mannequins taille 0 », les États-Unis étaient les premiers à en parler et ça s'est répandu

jusqu'en Angleterre. La « taille » correspond à une taille 32. Pour la petite histoire : dans les boutiques, on avait mis des vêtements de taille 32 pour les jeunes filles de 15 ans ; par la suite, c'est devenu une mesure

de taille pour les femmes. La taille 36-38 est idéale pour un mannequin et la taille 34 est utilisée seulement sur la demande des stylistes.

Quant à l'alimentation, il est important de ne pas dépasser une limite et il est évident que faire des régimes draconiens pour maigrir n'est pas une bonne chose. Le monde entier a accepté aujourd'hui le fait de prendre chaque jour 3 repas principaux et un petit

en-cas entre chaque repas. Il faut suivre le conseil « Mange ce que tu veux mais n'en abuse pas ». Ne prenez pas de médicaments pour maigrir car cela chamboule complètement le métabolisme.

Y-a-t-il une mesure de taille standard ?

Cela change d'un pays à l'autre. Nous, nous préférons les filles plutôt « bien en chair » de taille 38 et, si possible, avec une poitrine développée. Mais les stylistes d'aujourd'hui comme Bahar Korçan, Arzu Kaprol, Ümit Ünal, se sentant plus proches de l'Europe, préfèrent les filles plus plates. De plus, cela change en fonction de la collection, du styliste et du type de filles imaginées pendant la création du vêtement. C'est le styliste qui choisit le mannequin.

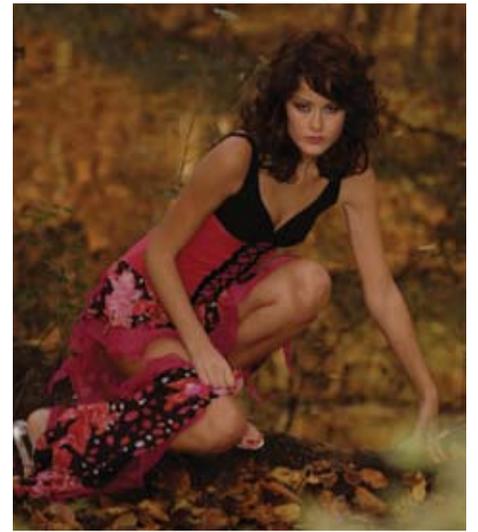
Pourquoi existe-t-il autant d'intrigues et de rumeurs dans le secteur de la mode ?

Tout simplement parce que la mode est le milieu des beaux hommes et des belles femmes, et ceci est valable dans le monde entier, je ne parle pas seulement pour la Turquie. Dans un milieu où les femmes et les hommes sont tous beaux, il sera toujours question de rumeurs.

Les mannequins en Turquie sont critiqués pour ne pas être très cultivés ...

Le mannequin n'est pas obligé d'être cultivé. Est-ce qu'un mannequin doit parler ? Non. Si elle présente très bien le vêtement, il n'est pas nécessaire qu'elle sache la date de la fondation de la République. Si elle le sait, c'est bien, si elle ne le sait pas, ce n'est pas mon problème. Je n'ai pas besoin de sa culture. Il me suffit qu'elle comprenne ce

En Turquie, nous préférons les mannequins plutôt « bien en chair » de taille 38 et, si possible, avec une poitrine développée.



que je lui dis, qu'elle marche et qu'elle porte bien le vêtement.

Comment est conçu un défilé ?

Le styliste vient me voir 3 mois à l'avance et m'explique son concept. Ensuite, nous nous rencontrons pour discuter des éléments comme le nombre de mannequins ou les couleurs. Cela nous permet de mettre en commun nos idées. Lorsque les collections commencent à sortir, on commence les essayages, ensuite on imagine la coupe de cheveux, le style de maquillage et l'on prépare les accessoires. Puis on s'occupe de la musique. Nous essayons de créer la musique qu'il a en tête en allant au studio et, après, nous procédons aux essais. Évidemment, le décor de la scène se prépare comme il le désire. Et par la suite, il me dit s'il veut un mannequin qui marche droit ou comme un robot ou avec des sentiments ou bien encore avec une histoire dans le défilé. On fait des essais, on regarde ce que cela donne sur scène et lorsque tout est fini, tout le monde prend sa place et le défilé commence.

Quelle est la place de la mode turque dans le monde ?

Il y a 20 ans, les portes de l'Europe nous étaient fermées. Nous avons ouvert ces portes en les poussant fort et elles sont accessibles maintenant pour les nouvelles générations. Nous avons des stylistes et des mannequins faisant des choses exceptionnelles au niveau mondial, mais le seul problème est que nous ne nous félicitons pas entre nous. C'est la chose qui me déçoit le plus. Il faut que nous apprenions à nous apprécier et à nous soutenir.

Lavage ultra-rapide en 15 minutes

BOSCH
Des technologies pour la vie

Un voyage extraordinaire dans l'univers spirituel de Mevlana



*Sühendan İlal

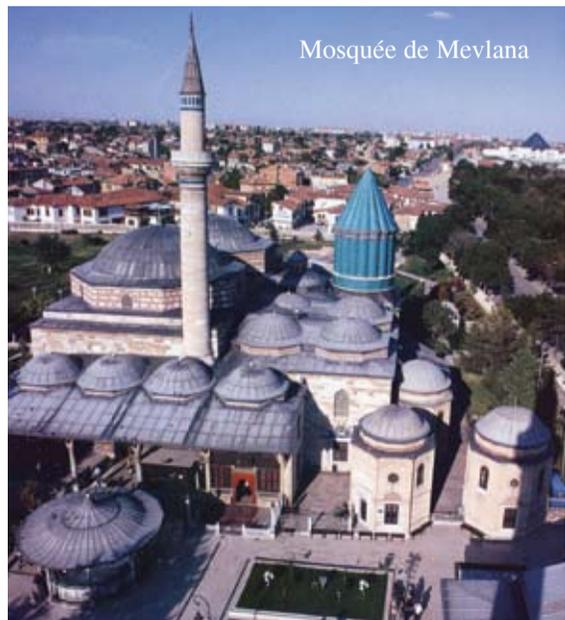
Lorsque je suis allé à Konya il y a quatre ans, j'en ai profité pour aller visiter le mausolée de Mevlana. Cette visite m'avait beaucoup touché et j'avais trouvé cela très apaisant. Le directeur du Musée de Mevlana m'avait dit : « On ne vient jamais une seule fois ici, Mevlana vous appellera sept fois » et ma visite de

l'année dernière semblait confirmer ses dires. Lors de ma visite à Çatalhöyük il y a deux ans, j'avais d'abord visité le mausolée de Mevlana et vu des choses qui m'avaient impressionné comme si c'était ma première visite. Cette année, je me suis encore retrouvé là-bas, cette fois pour le programme que je préparais pour Mireille Sadège, la rédactrice en chef de notre journal et j'étais alors certain que Mevlana m'appelait. Cette année, nous allons fêter les 800 ans de Mevlana, je voulais donc visiter Konya pour voir ce qui s'y passait.

Les regards du monde entier se sont portés sur Mevlana et Konya après que l'UNESCO a déclaré que cette année était le huit

centième anniversaire de Mevlana. Les ministères de la Culture et des Affaires étrangères ont créé un comité et se sont réunis pour définir l'image de Mevlana qu'ils vont véhiculer à l'étranger et les célébrations. Dans les symposiums des 8, 9 et 10 mai à Istanbul et des 11 et 12 mai à Konya, il sera question de Mevlana et de sa philosophie. De nombreuses expositions vont aussi se dérouler et j'espère que tout sera à la hauteur de l'événement. Je constate que Mevlana est de plus en plus à la mode en Turquie. Même si l'intérêt de la population est une bonne chose, il faut savoir que les personnes ne connaissent souvent pas bien la philosophie de Mevlana. Ce pays, qui a une culture très riche, se perd malheureusement dans le capitalisme. D'ailleurs, je suis allée être voir la cérémonie de Seb-i Aruz et j'ai constaté la même chose là-bas.

Le Centre culturel de Mevlana est lié à la Direction régionale de la Culture et du Tourisme de Konya où se déroulent aussi les cérémonies. L'endroit est bien aménagé mais cela manque tout de même de mysticisme pour les cérémonies. À cause de cela, les visiteurs ont d'ailleurs eu du mal à apprécier la représentation comme il l'aurait fallu. Les téléphones portables sonnaient toutes les minutes et les spectateurs applaudissaient malgré l'avertissement de ne pas le faire. À Istanbul, il ne nous reste plus



Mosquée de Mevlana

que deux Maisons Mevlevi, celle de Galata et de Yenikapi.

J'aimerais aussi parler plus particulièrement du Sema. Le Sema est né de l'inspiration du prophète Mevlana et a ensuite été développé selon ses souhaits. Le Sema, qui se compose de sept parties, représente le voyage spirituel (Miraci) et l'aller-retour. Chaque partie a sa propre signification : la première commence avec un na't qui fait l'éloge du prophète et qui représente l'amour du divin. La deuxième raconte l'ordre qui s'intitule OL donné par Allah en créant le monde. Le troisième continue avec un taksil de l'instrument ney et représente le souffle qui est ce qui donne vie à toute chose. La quatrième est la période du Sultan Veled. Les derviches se saluent trois fois mutuellement et marchent en cercle en accompagnant le prélude. Cela est le salut de l'âme secrète...



La cinquième partie se compose de quatre saluts et les derviches, en symbole de sa naissance à la réalité, enlèvent leurs gilets noirs et représentent le nombre un en liant leurs bras. De cette manière, ils représentent le seul et unique Allah. Le Sema débute

avec le baiser déposé sur la main du Seyh Efendi. Le premier salut est la perception du créateur divin et de sa soumission au nom de la connaissance et de la réalité. Le deuxième salut représente l'admiration devant la puissance de Dieu, qui comprend sa grandeur et l'ordre établi dans la création de l'être.

Le troisième salut est la transformation de l'admiration et de la gratitude en un sentiment d'amour et le sacrifice de la raison au nom de cet amour. Ceci est une dévotion totale, une fusion avec Allah. C'est se perdre dans l'extase, le Nirvana.

Au quatrième salut, la personne retourne à son état de sujet après avoir effectué le voyage spirituel et accepté son destin.

La sixième partie signifie : Où que vous regardiez, Dieu est là. La septième et dernière partie du sema finit avec la prière Fatiha faite à tous les prophètes, aux martyrs et aux esprits de toutes les personnes et, tout à la fin, l'assemblée fait une prière pour le salut de l'État. Le sema est le voyage de sujets qui se tournent vers la réalité, qui s'élèvent avec la raison et l'amour, qui quittent leur personne en se perdant dans Dieu (Hak) pour retourner à leur statut de sujets comme des personnes éminentes. Ils retournent ensuite parmi toutes les existences du monde avec une nouvelle âme afin de proposer leurs services au nom de l'amour.

Si l'on analyse d'une manière scientifique le Sema; la condition majeure de l'existence est le mouvement circulaire. L'élément commun aux êtres vivants est le mouvement circulaire des électrons qui composent les atomes, constituants de toute matière, de la plus petite chose sur Terre jusqu'aux étoiles. Tout comme chaque être vivant, les humains aussi ont des atomes qui décrivent en eux des mouvements circulaires, le sang circule aussi de la même manière, l'être humain vient de la terre et y retourne, comme il tourne aussi inconsciemment avec le mouvement de la Terre. Mais ce qui rend l'être humain différent des autres vivants est sa capacité intellectuelle. C'est là que le Sema ajoute l'intellect à tous ces mouvements circulaires. Selon

Mevlana; « Lorsque vous entrez dans le Sema, vous sortez des deux univers, car l'univers du Sema est en dehors de ces deux univers. Le sommet du septième ciel est un sommet divin, mais l'échelle du Sema monte bien plus haut que ce sommet et est encore plus divine que ce sommet. »

Le vrai nom de Mevlana Celaleddin Rumi est Muhammed Celaleddin. Mevlana et Rumi sont des surnoms qu'on lui a donnés par la suite. Le surnom de Mevlana – qui signifie seigneur – lui a été donné à Konya quand il était très jeune et lorsqu'il avait commencé à enseigner. Quant à Rumi, cela veut dire Anatolie. Ce surnom lui a été donné car il avait habité et vécu très longtemps en Anatolie.

Mevlana est né le 30 septembre 1207 dans le village de Belh en Afghanistan. Sa famille et quelques intellectuels ont décidé de quitter Behl après l'invasion des Mogols dans la région, pour aller à La Mecque. Après quelque années, ils sont allés à Konya.

Lorsqu'on jette un coup d'œil en Anatolie, on remarque qu'il y a un grand nombre de soufis. Les sympathisants d'Ahmet Yesevi, de Hacibektaş, Yunus Emre, de Nasreddin, des Edibalis viennent tous de l'Anatolie. Nous pouvons affirmer que les messages transmis par ces penseurs, qui sont universels et basés sur l'amour, contiennent les principes de paix que le monde entier essaie d'atteindre. Si Mevlana était resté dans une autre région que l'Anatolie si riche en culture, il n'aurait en aucun cas pu réaliser toutes ses œuvres. Dans une discussion, il précise : « Si j'étais resté en Afghanistan, je serai maintenant un mollah. »

Mevlana est arrivé à maturité en 1244 lorsqu'il a fait la connaissance de Shems qui était venu à

Konya. Ces deux lumières et « amours divins » se sont réunis en se donnant totalement à Dieu. Et grâce à l'inspiration divine venant du cœur, Shems, qui a impressionné Mevlana au point qu'il lui a fait dire : « Je suis lui et il est moi » , a ouvert les yeux de Mevlana sur l'univers intérieur

et il lui a montré ainsi la réalité. Après cet épisode, Shems disparut soudainement et, malgré les recherches de Mevlana, il ne fut jamais retrouvé.

Mevlana avait dans les medrese des centaines d'élèves et des milliers de disciples. Il décéda le 17 décembre 1273 à Konya et les mevlevi célèbrent cette date sous l'appellation Seb-i Aruz, c'est-à-dire « La nuit des noces ». L'œuvre la plus importante de Mevlana est le Mesnevi. Le nombre de beyit (distiques) de sa plus ancienne œuvre qui fut écrite en 1278 en persan, est de 25 618. Cette œuvre est aujourd'hui exposée au musée de Mevlana.

Avec sa doctrine, ses pensées et ses conduites enrichissant le monde et qui se fondent sur l'amour, et avec son côté unificateur et pacifique, Mevlana a joué un grand rôle dans l'union des peuples de son temps.

*Dr. Sühendan İlal
Maître de Conférence à l'Université de Beykent



Le chemin blanc qui mène à l'imagination...



*Evrim Kaya

Un des plus grand maîtres du 7ème art, Abbas Kiarostami est venu en Turquie pour l'ouverture de son exposition intitulée « Neige et Chemin ». L'artiste n'était pas venu en Turquie depuis 1999, date à laquelle il lui fut remis le Prix d'honneur durant le Festival du film d'Istanbul. Cette année, l'artiste a pu partager son art avec le public grâce à cette exposition de photos prises en Iran et des séquences de ses films, qui a eu lieu entre le 8 novembre et le 9 décembre à la Galerie d'art d'Akbank à Istanbul.

Kiarostami qui a réalisé entre autres Où est la Maison de mon ami, Close Up ou bien encore Le Goût de la cerise, nous démontre cette fois son talent à travers la photographie. L'artiste diplômé du Département d'art et de dessin de l'Université des Beaux-Arts de Téhéran, utilise dans ses photos le même regard artistique qui a contribué à la réussite de ses films. Son attitude vis-à-vis de la liberté d'interprétation qu'il donne à la fin de chacun de ses



films, et qui entraîne les spectateurs à faire eux aussi partie de l'œuvre, se retrouve dans son art photographique. Ses œuvres permettent au public de surpasser son imagination au-delà des jeux d'ombres et de lumières, de la composition et des paysages enneigés, pour pouvoir créer sa propre histoire. Kiarostami explique cela de la sorte :

« J'essaie de leur montrer encore plus de respect en incorporant les spectateurs dans l'histoire et en faisant en sorte de partager cette œuvre afin qu'ils se l'approprient. C'est pour cela que je laisse la fin des films à leur interprétation. »

Le vide poétique...

L'artiste qui réalise aussi bien des fictions que des documentaires, ajoute à son art une dimension sociologique pour refléter la vie et les hommes. À travers l'art de Kiarostami, on peut voir une séquence de photos d'un chemin qui prend fin et, juste à côté, un autre chemin qui commence. Les photographies de l'artiste sont un tout et se complètent entre elles. Il existe d'ailleurs une plus grande unité qui regroupe les deux thèmes « Neige » et « Chemin ». Les



photographies qui reflètent les ressemblances, mais aussi les différences, forment l'expérience visuelle de l'artiste. Il nous

pousse à réfléchir sur les différences et en même temps sur les ressemblances entre les symboles cinématographiques et photographiques. De plus, il nous montre que chaque répétition peut, elle aussi, nous amener à diverses réflexions.

Ces photos, qui nous donnent l'impression d'être des moments de pause sans fin, portent en elles des informations très précises et nettes, voire très dures. Ces œuvres qui peuvent être définies comme une suite de photos, mais qui de temps en temps font perdre leurs traces,

sont un ensemble d'illusions, du fait d'un mélange de réalité et de fiction. C'est d'ailleurs pour cette raison que nous re-

gardons les photos à travers les yeux d'un homme qui veut faire place à la « vraie » réalité. Kiarostami, avec son langage poétique, met fin au pouvoir de la réalité et traduit dans ses photos la probable réalité de l'imagination.

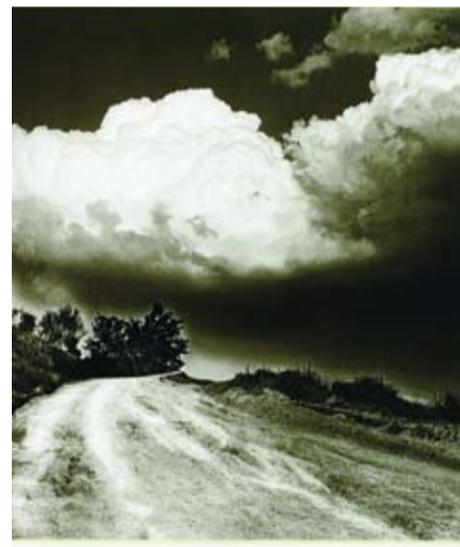
À travers ses photos, l'artiste montre davantage l'inexistence, c'est-à-dire le néant, que l'existence en elle-même et en fait un tout avec la lumière représentée par la neige et le chemin. Dans les photos et les films de Kiarostami, on retrouve souvent la douleur, le drame et la joie sous la forme d'une incroyable expérience de la vie. En tenant tête à la réalité, l'artiste affirme : « Voir la réalité rend malheureux, tandis que rêver propose une issue pour accomplir l'expérience de la réalité. »

Kiarostami, qui a fait place à des carrés de cinéma dans son exposition, a d'ailleurs réalisé ses films comme des séquences photographiques. Lors d'une conférence donnée à l'Université de l'Ohio le 3 mars 1998, l'artiste avait affirmé : « Je suis habitué à regarder la vérité d'un point de vue artistique et surtout sous l'angle de la photographie. Lorsque je regarde la nature, je la vois dans un cadre de photo. Je regarde



Qui est Kiarostami ?

Il est né en 1940 à Téhéran, fait partie de la « nouvelle vague » du cinéma iranien et a fondé en 1970 à Téhéran, un Département de cinéma dans l'Institution Kanun, financée par l'État et qui se consacre à l'évolution des enfants et des jeunes à capacité mentale limitée. Le cinéaste a réalisé beaucoup de films et de courts-métrages sous le toit de cet institut. Il a favorisé le prestige du cinéma iranien et a reçu de nombreux prix dans différents festivals de cinéma dans les années 80 et 90, cela grâce à son langage simple et humaniste. Il a reçu en 1997 une Palme d'Or au Festival du film de Cannes pour son chef-d'œuvre Le Goût de la cerise et le Grand Prix du Jury au Festival du film de Venise en 1999 pour Le Vent nous emportera...



tout sous un angle esthétique, même quand je regarde par la vitre d'un taxi, je mets tout dans ce cadre. Que ce soit une peinture, une photo ou un film, je les vois tous en rapport et en relation entre eux. » Les cinéphiles ont pu mieux comprendre son art à travers son exposition « Neige et Chemin ».

*Evrim Kaya,
journaliste au quotidien Cumhuriyet

AKBANK SANAT



Musique:

L'Orchestre de Chambre d'Akbank présente le dernier programme de l'Année Mozart. Le programme réunit le compositeur avec l'un des créateurs les plus impressionnants de notre époque pour interroger les esprits sur la valeur de l'authenticité dans la musique. Ce concert dans la série « Défilement des Etoiles », fait place aux plus grands artistes du ce temps. Les six concerts de la série « Défilement des Etoiles » sur le thème de Mozart qui va durer jusqu'au mois d'avril présente son troisième programme ; « Les airs latins » le 24 janvier, à 20h00 au Centre Culturel Caddebostan et le 25 janvier à 19h00 à la salle de concert de Cemal Reşit Rey.

Théâtre :

« Antiloplar »
Les Antilopes
Les samedis 6-13-20-27 janvier 2006, à 17h et 20h

« Yuva »
Le Nid
Les Vendredis 5-12-19-26 2006, à 17h et 20h

Théâtre pour enfant :
« Alis Harikalar Diyarında »
Alice aux Pays des Merveilles
Les samedis 6-13-20-27 2006, à 11h

Le Théâtre de Marionnettes, Karagöz:
« Rüya » Oyunu
La pièce Rêve

Les Dimanches 7- 14-21-28 Janvier 2006, à 11h au Lycée Sakıp Sabancı, Boulevard Barbaros, Beşiktaş

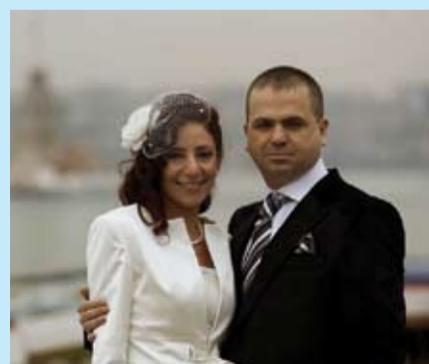


Le Musée Sakıp Sabancı (SSM)

présente l'exposition Gengiskan et ses Héritiers- L'Empire Mogol du 7 décembre au 8 avril 2007



Sakıp Sabancı Cad. No: 22 Emirgan Istanbul
Tel: 212 277 22 00



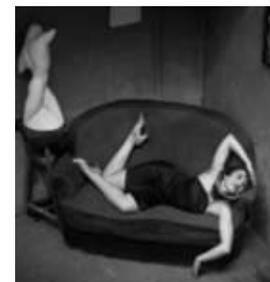
Le 23 décembre, notre ami le célèbre photographe Muammer Yanmaz a épousé Ilgin Eraslan à la mairie d'Üsküdar.



Istanbul Moderne

Le Musée d'art moderne, Istanbul Moderne accueille André Kertesz (1894-1985) qui est l'un des photographes les plus importants de l'histoire et réunit les œuvres des différentes périodes de sa carrière. L'exposition intitulée « Le reflet de la Vie » qui a débuté le 22 Novembre se poursuit jusqu'au 4 Février.

Istanbul Modern Cinéma continue de célébrer le 100ème anniversaire de Samuel Beckett et présente la deuxième partie comprenant 10 de ses films au mois de janvier. Istanbul Modern va projeter, entre le 12 et le 25 janvier les longs-métrages Oh les beaux jours et Fin de partie et les courts-métrages Catastrophe, Pièce de Théâtre II, Souffle, Cette fois, Pièce muette II, Solo, Comédie et Berceuse. De plus, vous aurez l'occasion de voir l'œuvre intitulée Film que Samuel Beckett a écrite en 1963.



Conversation musicale avec Ruhi Ayangil



Ruhi Ayangil

Ruhi Ayangil est un interprète connu de « kanun », un des instruments de la musique de maqâm turque, le directeur de l'Orchestre et de la Chorale de musique turque, un compositeur qui produit des œuvres dans le domaine de la musique de maqâm turque et, selon ses termes, un ouvrier de la musique qui a pris la responsabilité d'être un éducateur de la musique turque. Ayangil nous a expliqué les différences et les ressemblances fondamentales entre la musique turque et la musique occidentale.

Qu'appellez-vous « la musique turque, la musique de maqâm turque » ?

Les termes « la musique turque ou bien plus exactement la musique de maqâm turque » est l'espace de travail original, développé surtout dans le cadre de la civilisation turque de « l'art de maqâm » dont on peut retrouver les racines historiques, techniques et les particularités durant les siècles. En dehors des tons diatoniques « demi et plein » qui apparaissent dans le système des sons, les rideaux (pitches) qui apparaissent avec leur particularité « microtonale », « les genres », «

les échelles de maqâm » (makam scales), des modèles de rythme spécifiques et l'intégralité de « ces formes spécifiques » qui prennent forme avec ces mélodies constituent la particularité la plus marquée de la musique de maqâm turque. Avec ces aspects, la musique de maqâm turque est une discipline qui se situe en dehors de « l'espace musical » qui abrite en son sein les approches comme « tonal, atonal, pentatonique, minimaliste » qui sont appelés brièvement « la musique occidentale ».

Avec cette explication, peut-on dire « la musique de maqâm » et « la musique tonale » sont deux idées et voies d'imagination complètement indépendantes de l'une de l'autre ?

Même si elles ne sont pas complètement indépendantes, on peut dire qu'elles sont des voies « différentes » avec « leurs techniques d'expression » et « leurs expressions ». On peut comparer ces deux genres de musique, une à base de ton, l'autre maqâm à deux cours d'eau naissant de la même source mais qui vont dans des directions différentes. Deux cours d'eau qui contiennent des différences « spécifiques à leur géographie » dans leurs saveurs avec l'action des minéraux et des autres éléments qui se trouvent dans la direction de chacun.

Nous savons qu'en Turquie, ces deux genres de musique s'interpénètrent ont une histoire commune. Que peut-on dire à ce sujet ?

Il est vrai que ces deux genres de musique ont eu l'occasion de s'influencer mutuellement d'une façon importante dans l'histoire. Pour la musique turque, on peut donner comme exemple la voie « alla turca » qui avait influencé plusieurs compositeurs occidentaux célèbres particulièrement à partir des 16e et 17e siècles. De l'autre côté, à partir du 19e siècle, dans les objectifs d'occidentalisation de l'État ottoman et la modernisation de la

République de Turquie, le projet de présentation de la « musique occidentale » comme « un modèle » pour la société turque a été appliqué soigneusement. Suivre les traces

de la « dualité » vécue dans ce domaine dans le monde de la musique turque, peut être excitant, particulièrement pour les experts

de l'histoire de l'art et les sociologues. Dans cette période, être témoin de son époque et aussi « faire un pont entre les époques » en associant les éléments de musique de maqâm turque qui représentent « l'ancien » et les éléments de musique occidentale qui représentent « le nouveau », a pris de l'importance pour les artistes.

Vous avez parlé des fonctions « témoin » et « le pont » de l'artiste. Pourriez-vous nous en dire plus ?

Le 20e siècle et le 21e siècle qui le suit, en étant « les époques dans lesquelles le modernisme s'est développé », intéressent les dynamiques de la République de Turquie avec ses approches pour se moderniser mais aussi les autres pays du monde et l'humanité en étant « l'époque du savoir ».

Ce point nous murmure la réalité que les approches « se moderniser » et « s'informer » possèdent des effets réciproques qui se soutiennent. Les artistes turcs ont la responsabilité d'assimilation, pour que leur pays se modernise, « ce qui appartient aux autres », « savoir et savoir-faire extérieur » et pour informer, expliquer au monde et à toute l'humanité, ils ont la responsabilité d'extériorisation de

« ce qui appartient à soi », « le savoir et le savoir-faire intérieur. Avec cette approche à deux sens, on peut être en face des situations de « synthèse nationale » au nom du pays et

de « synthèse globale » au nom du monde. Ce double plan d'action est un moyen important pour « être témoin de son époque » et « être un pont entre les civilisations » mais aussi « entre l'histoire et aujourd'hui ».

En tant que Ruhi Ayangil, pourriez-vous partager avec nous votre production artistique dans le contexte des notions « témoin » et « le pont » ?

Je peux citer l'album « Uyan Ey Gözlerim » contenant 12 cantiques antiques de

quatre siècles dont j'ai réalisé les premières sonorisations en transférant à la notation d'aujourd'hui les copies des notes du manuscrit qui

Dans les objectifs d'occidentalisation de l'État ottoman et la modernisation de la République de Turquie, le projet de présentation de la « musique occidentale » comme « un modèle » pour la société turque a été appliqué soigneusement.

s'appelle « Mecmua-i Saz-ü Söz » appartenant à Ali Ufkî, le premier enregistrement de disque du Concerto d'Alnar Kanun que j'ai réalisé en compagnie de l'Orchestre philharmonique Oradea, « la Chorale et l'Orchestre de musique turque Ayangil » que j'ai réalisé en mettant en place une organisation de chorale à quatre voix accompagnée d'instruments de la musique de maqâm turque et de la musique occidentale et les concerts et leurs enregistrements sur CD que j'ai réalisés depuis 1983 qui contiennent des œuvres de musique turque polyphonique de base maqâm.

Propos recueillis par Sühendan Ilal

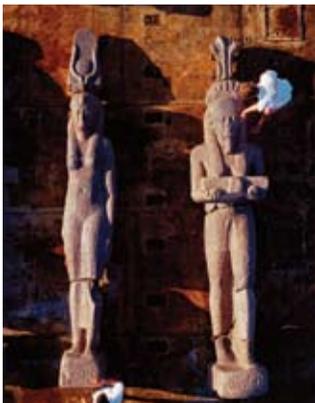
La musique de maqâm turque est une discipline qui se situe en dehors de « l'espace musical » appelle brièvement « la musique occidentale ».



Trésors engloutis d'Égypte au Grand Palais

Quelque cinq cents objets, une infime partie des vestiges découverts lors de fouilles archéologiques sous-marines menées depuis 1996 par Franck Goddio et son équipe dans la baie d'Aboukir et le port d'Alexandrie, sont présentés pour la première fois au public en France. Un exploit archéologique « qui équivaut à la découverte de Pompéi », estime

Gereon Sievernich, le directeur du Martin-Gropius-Bau de Berlin, où l'exposition a été présentée entre mai et septembre. Il a fallu des dizaines de milliers d'heures de prospection et de plongée pour pouvoir faire la lumière sur les anciens sites immergés d'Alexandrie, d'Héracléon et de Canope, submergés en Méditerranée en raison de la conjugaison



de phénomènes naturels. Des trésors engloutis gisent là, cachés par les sédiments charriés par le Nil et déposés par la mer, protégés par les concrétions qui les ont recouverts. Dès 1992, l'Institut Européen d'Archéologie Sous-Marine (IEASM) a entrepris des fouilles sous-marines, sous la direction de Franck Goddio et en coopération avec le Conseil Supérieur des Antiquités d'Égypte. Leurs découvertes sont incalculables, leur moisson inégalable. Les quelques cinq cents objets rassemblés par l'exposition Trésors engloutis d'Égypte n'en représentent qu'une infime partie. Mais quelle partie! Avec eux, ce sont quinze siècles d'histoire qui se révèlent à nous, et qui invitent à un voyage

songeur et merveilleux, à une plongée dans le passé de cette partie de l'Égypte antique qui fut en contact avec le monde méditerranéen des Grecs, des Romains, puis des Byzantins, avant la conquête arabe. Qu'il s'agisse de statues de dieux, de sphinx, d'effigies de rois ou de reines, de stèles, d'offrandes ou d'objets liturgiques, de céramiques, de bijoux ou de monnaies, d'objets de la vie quotidienne ou de parures guerrières, le regard est empreint d'émerveillement, parce que ces trésors ont été tirés des eaux, parce qu'ils raniment la vie, la culture et les croyances de ceux qui les ont façonnés. Ces découvertes inventées par des archéologues des profondeurs marines retracent aussi leur aventure, où se croisent la rigueur méthodique d'une discipline et la passion qui les animent. Si l'exposition présente, avec la majesté qui leur est due, ces pièces uniques, témoins d'une histoire qu'elle retrace et qu'elle replace, elle est

aussi portée par l'émotion de l'exploration, de la recherche, et de leur révélation. Ce rassemblement de pièces jamais vues est exceptionnel. Ces collections sont en effet propriété de l'État égyptien qui les conserve. Les autorités égyptiennes ont passé un accord avec l'IEASM et autorisé leur circulation hors du pays pour une période de deux ans. Après Berlin, elles sont présentes quelques mois à Paris, sous la voûte du Grand Palais du 10 décembre 2006 jusqu'au 14 mars 2007.



Le football et le tourisme dans le paradis d'Antalya !



*Kemal Belgin

Cela peut vous paraître bien étrange mais après la première étape des ligues, c'est-à-dire durant les vacances, le cœur du football européen bat, pendant cette morte-saison, dans le sud de la Turquie, à Antalya, le paradis du tourisme. Ceci est très frappant : plus de mille équipes de football ont été attirées dans cette région ces dernières années. Antalya est considérée comme la région dont le climat est le plus propice pour les préparatifs de la fin de saison. Étant donné les besoins de cette nouvelle clientèle, la région a vu pousser au sein de tous ses hôtels des terrains de football pour les entraînements et des petits stades pour les matchs. Par ailleurs, les nouveaux établissements touristiques ont été obligés de développer des plans et des projets pour accueillir les 40 000 personnes que représente ce « tourisme du football » qui existe durant les mois d'hiver.

À compter de cette saison, la Turquie, qui

a su adapter la ville d'Antalya aux besoins caractéristiques du football, va prendre une forme tout à fait à part. Ces jours-ci, c'est-à-dire les premiers jours de l'année 2007, du 12 au 14 janvier l'expo « Euroasia Football » va être organisée à Antalya dans le « Belek Convention Center ». Ce salon va durer trois jours et diverses conférences vont être données sur les différents domaines du football actuel. Au cours de ces conférences, qui vont se tenir avec pour modérateur le Docteur Rogan Taylor, directeur de l'industrie du football de l'Université de Liverpool, des personnes importantes telles que Phil Carling (Global Head Football, Octagon) et David Dead (C.E.O Arsenal FC) auront la parole. Les organismes de base du football tels que les chaînes de télévision sportives, les sociétés de paris, les agences de publicité et de P.R, les sociétés de marketing et les sociétés du droit sportif seront également présents dans ce Salon.

Dans cette étape où la Turquie va constituer une plate-forme purement européenne dans le paradis d'Antalya, voici les noms de quelques clubs de football qui vont être

présents avec leurs équipes pour les camps de préparation : AC Roma, Werder Bremen, TuS Koblenz, Rubin Kazan, Amkar Perm, FC Moscou, Lokomotif Moscou, CSKA Moscou, Roto Volgograd, Rostov, Chernomors Odessa, Shakhtar Donetsk, Dinamo Minsk, Barcelone, Manchester City, Tottenham Hotspur, Sheffield United, Galatasaray, Beşiktaş et presque toutes les équipes turques...

Lorsque l'on parle de la mi-temps de la saison du football, Antalya et l'EFES Cup viennent à l'esprit. Cette compétition est organisée depuis huit ans et est suivie avec une grande admiration. Cette année, ce tournoi aura lieu du 6 au 9 janvier au stade municipal d'Antalya, et il réunira les clubs de Beşiktaş, Galatasaray, Werder Bremen et Borussia Dortmund.

Si nous récapitulons, bien que la Turquie ait subi une nouvelle vexation en décembre dernier de la part de l'Union européenne, cette dernière s'y est intégrée depuis longtemps avec le football et l'Europe va être de nouveau présente à Antalya. Ainsi, nous pouvons voir encore une fois combien uni-



verselles sont les dimensions du football. Le slogan qui exprime que le sport comporte la fraternité, l'amitié et le fait d'être gentleman va apparaître encore une fois avec toute sa magnificence sur le territoire de la Turquie, au paradis des vacances, à Antalya. Les clubs, les joueurs, voire les dirigeants qui étaient adversaires il y a peu vont passer ensemble une dizaine de jours dans cette ville toute chaleureuse de la Turquie et vont partager les mêmes hôtels, coordonnant entre eux les heures d'entraînement sur les terrains. Donc, encore une fois, « Vive le sport et vive le football ! »

* Kemal Belgin, journaliste et enseignant à l'Université de Marmara

Kemal Aydoğan : un talentueux metteur en scène à « Oyun Atölyesi »



Kemal Aydoğan

Pouvez-vous parler un peu de vous ?

Je suis diplômé du Département de Théâtre de la Faculté de Langues et d'Histoire-Géographie de

l'Université d'Ankara. Dans l'ancien théâtre d'Haluk Bilginer, on cherchait un responsable pour le Studio de Théâtre qu'ils nommaient « assistant de production ». J'ai ainsi pu me familiariser à toutes sortes de métiers techniques comme : ingénieur du son, éclairagiste et décorateur. Quatre ans après, ils m'ont proposé le poste de directeur du théâtre. Ayant eu une formation en théâtre, je n'hésitais pas à donner mon avis sur les pièces. Cela faisait 16 ans que je collaborais avec Haluk Bilginer et Zuhâl Olcay dont j'ai commencé, un peu par hasard, à mettre en scène des pièces pour enfants.

Votre formation a-t-elle contribué à votre réussite ?

Le fait d'être formé au contact des principaux théoriciens et guides du théâtre turcs tels que Metin And, Sevda Şenel, Pelin Sokulu, Nurhan Karadağ et Tahsin Korur était une chance dont je n'ai pas pu apprécier la valeur à cette époque. Je n'ai retiré les bénéfices de ma formation au conservatoire que bien plus tard. À cette époque-là, dans les pièces que nous jouions, nous faisons tout nous-mêmes : balayer la scène, faire sa propre brochure et faire chacun son travail. Mais nous n'avions pas su apprécier l'importance de cela ; il faut dire que si l'occupation théâtrale est une profession et si cette profession est un art, notre art avait donc été formé dans divers milieux. Par ailleurs, nous avons réalisé des travaux en partant de pièces sous la direction

avant-gardiste de Metin And et de Nurhan Karadağlı. Cette accumulation nous a poussés à penser et à nous poser des questions : « Comment doit-on utiliser le matériel local et créer un spectacle local ? » Il existait des formes à l'occidentale comme la Comédie française, le Théâtre anglais, mais nous n'avions pas notre propre langage théâtral. Le problème se situait en réalité à ce niveau-là. Par contre, à cette époque-là, des recherches étaient menées sur ce domaine dans notre école. Nous réfléchissions à toutes les possibilités de transformation du matériel local.

Parlez-nous de votre collaboration avec Haluk Bilginer...

Nous avons travaillé ensemble pour deux pièces. D'abord en 1990 avec « Aldatma » (Tromperie) qui était leur première production. Et cette année la pièce de « Atinali Timon » avec Haluk Bilginer.

Quels sont les privilèges d'être metteur en scène ou de monter sur scène à « Oyun Atölyesi » (l'Atelier de Théâtre) ?

Tout d'abord, c'est nous qui avons fondé cet endroit. Ici, vous faites quelque chose au sein de votre existence. Pour que vous puissiez réaliser les choses significatives dont vous avez envie, un principe a été fixé. Faire du théâtre en Turquie est basé, la plupart du temps, sur le fait de dire « cela ne pourra pas être réalisé ». Or nous avons fondé ce lieu pour nous libérer de ces principes et pour gagner notre indépendance. Par ailleurs, les groupes qui viennent ici travaillent comme nous. Nous leur consacrons quasiment toutes nos journées. La nuit, ils peuvent venir faire des répétitions et travailler jusqu'au matin. Nous n'avons



en aucun cas l'idée d'être jaloux et d'agir avec égoïsme concernant notre local. Nous faisons en sorte que tout le monde se sente comme chez lui. C'est un soutien à la fois intellectuel et moral que de sentir la présence d'Haluk Bilginer et de Zuhâl Olcay



qui ont fixé et appliqué ces principes au théâtre. Évidemment, ces principes entraînent aussi des responsabilités.

Comment l'Atelier de Théâtre définit-il son répertoire ?

Nous nous attachons à plusieurs critères : nous avons décidé de mettre en scène toutes les pièces de Shakespeare. À ce jour, trois pièces ont été mises en scène et nous continuons. Nous pensons que les classiques sont toujours d'actualité et ne perdent rien de leur valeur malgré le temps qui passe. Mais nous poursuivons aussi, avec le même intérêt au sein de notre répertoire, la production de pièces contemporaines telles que Jeanne d'Arc, Ermişler (les Saints) et Ayrılış (Séparation). La sélection des pièces se fait également en fonction des acteurs.

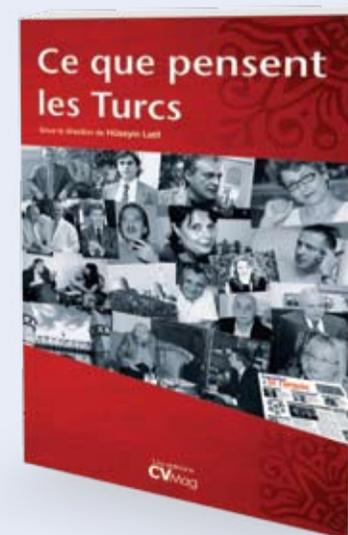
Comment travaille-t-on à la fois avec des jeunes et des maîtres ?

Cela fait 16 ans que je travaille avec Haluk Bilginer. J'ai également travaillé avec d'autres acteurs qui, eux aussi, sont devenus célèbres. Je considérais que ces derniers étaient comme Haluk, mais je me suis rendu compte que la plupart des acteurs en Turquie, pour des raisons personnelles, n'arrivaient pas à comprendre quelle est la tâche du metteur en scène, cela rendant difficile la réalisation d'un travail d'équipe. Actuellement, il y a beaucoup de confusion

et chacun se prend pour une vedette. Par ailleurs, lorsqu'un acteur devient célèbre, il demande à pouvoir garder une certaine distance avec le travail du metteur en scène, alors que la relation entre un acteur et un metteur en scène, voire toutes les relations au théâtre, devrait être, à mon avis, basée sur une grande proximité et une complicité certaine. Car on ne peut rien dire à quelqu'un ni l'atteindre s'il est trop distant. Il devient alors difficile d'établir une pensée commune et on n'arrive finalement pas à s'entendre sur les notions de base.

J'aime plus travailler avec les jeunes acteurs, car ils sont plus intelligents, utilisent l'Internet, visionnent des milliers d'images et ont le désir de faire des choses nouvelles avec beaucoup d'enthousiasme. Ils essaient, persistent et ne renoncent pas. Ils possèdent des perceptions plus lucides et différentes. Pour cette raison-là, j'aime beaucoup plus travailler avec des jeunes acteurs. Ils ne sont qu'au début du chemin et nous leur disons : « Soyez toujours comme si vous étiez au début ».

Propos recueillis par Ilgın Eskikurt



Pour vos commandes appelez le + 90 212 550 22 50



Espagne – Turquie : des relations prometteuses en perspective

Sous-Secrétaire d'Etat adjoint chargé des Affaires économiques et culturelles, Monsieur Ender Arat vient d'être nommé Ambassadeur de Turquie à Madrid, en Espagne. Il prendra ses fonctions dès janvier 2007. À cette occasion, nous l'avons rencontré afin qu'il nous présente les relations politiques et économiques qui, ces derniers temps, évoluent très favorablement entre l'Espagne et la Turquie.



Signe de très bonnes relations entre la Turquie et l'Espagne: le rapport sur « l'Alliance des civilisations », préparé par ces deux pays sous le patronage de l'ONU. Ce rapport a été remis

le 13 novembre à Istanbul à Kofi Annan, qui était entouré du président du gouvernement espagnol, José Luis Rodríguez Zapatero, et du Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan.

Aussi bien pour M. Zapatero que pour son

homologue turc M. Erdogan, la future adhésion de la Turquie pays dont la population est majoritairement musulmane, prouverait de manière éclatante la possibilité d'une cohabitation pacifique entre l'islam et l'Occident. L'Espagne a la volonté politique de soutenir la Turquie. Précédemment gouvernée par des conservateurs, l'Espagne a maintenant un gouvernement socialiste qui, lui aussi, soutient la Turquie. Un très bon dialogue s'est créé entre ces deux leaders et, en ce qui concerne le dialogue culturel, les deux pays ont su se réunir sur la scène mondiale.

L'Espagne s'intéresse à nos projets énergétiques et de transport. Par ailleurs, nous souhaitons également collaborer dans les secteurs du textile et de la construction. En Espagne, le monde des affaires apporte une attention toute particulière à la Turquie. Le Premier ministre Zapatero est venu en Turquie le 13 novembre avec un groupe d'une vingtaine d'hommes d'affaires et, dès leur arrivée, certains d'entre eux avaient déjà commencé à faire des affaires sans perdre de temps.

Le potentiel du monde des affaires de l'Espagne est important et nos deux pays se complètent très bien : nous exportons vers



l'Espagne pour 3 milliards et l'Espagne vend à la Turquie pour 3,5 milliards, ce qui constitue une bonne balance. Par exemple, nous vendons et achetons beaucoup dans l'industrie de l'automobile. La plupart des pièces d'avions se fabriquent là-bas. Par ailleurs, ils ont 9 centrales nucléaires.

Les Espagnols souhaitent s'associer à nous dans les réseaux de distribution et nous avons certains projets ensemble comme de s'ouvrir au Moyen-Orient et en Asie Centrale. Lorsque le Premier ministre est venu, nous avons signé un traité stratégique. Chaque année, le traité stratégique permet d'établir des contacts entre les Premiers ministres et les ministres des Affaires étrangères. Ce traité permet à la Turquie d'éviter les écueils en profitant des expériences vécues par l'Espagne pendant les négociations d'entrée dans l'UE. Ce sont des développements très positifs. Pour commencer, les relations artistiques et culturelles sont les premières étapes à développer.

(lire la Suite page 4)

Les atouts du marché turc

Directeur de la Mission économique d'Istanbul, François Sporrer nous fait part de sa vision très favorable du marché turc, de la population jeune et dynamique du pays et de la qualification des collaborateurs turcs qui présentent des atouts importants pour les entreprises françaises souhaitant s'implanter en Turquie.

Vous informez et aidez les entreprises françaises voulant s'implanter en Turquie. Qu'en est-il des entreprises turques en France ?

Pour ce qui est des entreprises turques en France, cela dépend ; si elles veulent investir en France, nous allons les aider, cela fait partie de notre mission, nous devons inciter et informer les entreprises turques qui veulent investir en France. Si, en revanche, elles ne veulent qu'exporter en France, ce n'est plus notre domaine d'action mais plutôt celui de la CCIIFT.

Cela fait environ un an que vous vivez en Turquie. Que pensez-vous de ce pays ?

Je le dis franchement, je faisais partie de la masse des Français qui connaissaient très mal la Turquie et je m'étonne : comment peut-on avoir une telle méconnaissance de la Turquie alors que tant d'ouvrages ont été écrits soit par des Turcs francophones, soit par des chercheurs français qui s'intéressent à la Turquie ? Cela a été une révélation pour moi et je suis enchanté d'être ici.

Combien d'entreprises françaises sont présentes en Turquie ?

Selon nos estimations, il y a environ 250 entreprises françaises présentes en Turquie et ce nombre augmente quasiment chaque semaine. Je sais déjà que fin 2007, je pourrai vous annoncer que nous avons atteint le palier des 300, vu le nombre de projets en cours. Quand je suis arrivé, l'année dernière, on comptait 220 entreprises françaises en Turquie et, en un an, trente nouvelles entreprises les ont rejointes sur le sol turc.

Que pensez-vous du marché turc ? Quels sont ses atouts et les problèmes qui demeurent encore ?

Le marché turc présente un dynamisme extraordinaire. La population turque a le goût des nouvelles technologies et, par conséquent, adopte une forme d'occidentalisation dans ses modes de consommation, ce qui nous permet d'avoir une offre assez bien adaptée, d'autant que les Turcs ont envie de consommer. Mais, en termes de vente, ce qui est aussi très intéressant pour nous, c'est que l'environnement des affaires pour nos sociétés ressemble beaucoup à l'environnement des affaires qu'elles connaissent en Europe. Il subsiste hélas certains secteurs où les taxes sont très élevées et je pense particulièrement à l'agroalimentaire qui est normalement un secteur où les entreprises françaises sont bien placées dans le monde. Malheureusement, en Turquie, la fiscalité constitue encore trop souvent un frein au développement des échanges. Prenons l'exemple d'une bouteille de champagne : en Turquie, quand on additionne les taxes à l'importation, la taxe à la consommation et la TVA, on arrive à 100 % de taxes sur une bouteille de champagne, laquelle devient par conséquent un produit très



cher, ceci ne permettant pas véritablement de développer la consommation de champagne. **Pour quelles raisons les entreprises françaises s'intéressent-elles à la Turquie ?**

La toute première raison est que ce marché est composé d'une population dynamique et très jeune de 72 millions d'habitants. En Turquie, 50 % de la population a moins de 30 ans et, dans 10 ans, ce seront des consommateurs dotés d'un pouvoir d'achat intéressant. Par ailleurs, au-delà du marché turc, il faut envisager les marchés limitrophes représentant une zone allant jusqu'au Kazakhstan à l'Est, jusqu'à la Russie au Nord, jusqu'aux Émirats arabes unis au Sud et pratiquement jusqu'au Maroc à l'Ouest. La Turquie est véritablement en train d'émerger comme une puissance régionale, des groupes turcs commencent à se développer dans les zones que je viens de vous citer. Alors, si vous êtes en Turquie, il est plus facile d'exporter vers l'Asie centrale ou des zones difficiles comme la Syrie ou l'Iran.

L'autre avantage pour les entreprises françaises d'investir en Turquie est l'extraordinaire qualité des collaborateurs turcs. Nous prévenons bien les entreprises françaises qu'elles ne doivent pas venir en Turquie pour y trouver une main-d'œuvre bon marché.

(lire la Suite page 3)

VESTEL La plus grande marque de Groupe Zorlu dont le CA atteint 5 milliards de dollars devient le premier fabricant d'ordinateur portable en Europe.

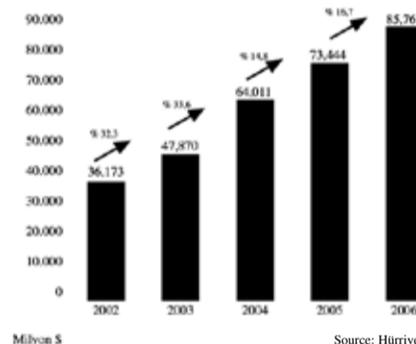
Dans ce cadre, il fera travailler 600 spécialistes qui vont produire 500 000 ordinateurs portables par an dont 80 % sont destinés à l'exportation. Vestel city, société fabricante, est basée à Manisa.

Automobile Le champion de l'exportation de l'année 2006 avec 15,5 milliards de dollars reste le secteur automobile. Viens ensuite le textile avec 14 milliards de dollars.

Exportation En 2006, le chiffre moyen journalier des exportations turques a été de 235 millions de dollars.

Le chiffre En 2006, le montant total des exportations dans l'industrie a été supérieur au total des exportations de 2005.

85,8 milliards de dollars
 Le chiffre record de l'exportation turque en 2006



Source: Hürriyet



Les appels d'offres pour la distribution de l'électricité en Turquie

Les géants nationaux et internationaux ont les yeux rivés sur Istanbul tandis que la Turquie se prépare aux appels d'offres concernant la distribution de l'électricité. Il semblerait que l'entreprise française d'électricité Suez-Tractebel et l'entreprise italienne Enel vont devoir s'affronter pour l'attribution de cette distribution sur la rive asiatique d'Istanbul en 2007.

(lire la Suite page 3)

L'UE et l'agriculture turque



*Selda Atik

Selon le rapport de Lisbonne publié lors du Forum économique mondial, la Turquie a affiché dans le domaine de la productivité et de la concurrence une meilleure performance que la Pologne (devenue membre à l'UE en 2004), la Roumanie ou la Bulgarie (qui s'apprentent à intégrer l'UE).

D'après le rapport bisannuel, la Turquie a obtenu des résultats satisfaisants au sujet de la libéralisation de l'économie et de l'appui aux services financiers et aux entreprises. Selon les conclusions du forum, la rentabilité du secteur agricole reste encore faible, certains déséquilibres financiers persistent et, enfin, le taux d'inflation est au-dessus de la moyenne de l'UE.

J'ai alors décidé d'examiner de près la véracité de cet avertissement au sujet de l'agriculture en Turquie.

Si nous remontons un peu dans le temps, nous constatons que la part dans la production totale du secteur agricole était en moyenne de 18 % dans la période 1980-2000. Par ailleurs, la part du secteur de l'agriculture s'est réduite à 11,2 % dans 2001. Que s'est-il donc passé, après l'année 2001, pour qu'on arrive à ce résultat

dans notre pays qui possède des terrains agricoles si vastes et fertiles ? Pourquoi notre pays n'arrive-t-il pas à atteindre la productivité attendue dans ce secteur qui a une supériorité comparative indiscutable ?

À compter 2001 et selon les attentes de l'UE, la Turquie a intégré le cadre de l'aide agricole et elle est passée au système « d'Aide directe aux revenus » (DGD) en renonçant aux aides sur les prix. Les DGD sont des transferts de liquide réalisés à destination des agriculteurs en échange de surfaces sur lesquelles ils ont fait leurs plantations ou leur production. Cette aide est appliquée en vue de compenser les pertes que les agriculteurs ont subies avec la diminution ou la suppression des aides sur le revenu et sur les prix. Dans les pays de l'UE, on a appliqué ce système d'aides à compter de 1993 dans le cadre de la Politique agricole commune. La raison de ce changement de système était que les dépenses réalisées pour l'agriculture avaient atteint des niveaux très élevés et qu'il y avait un trop grand surplus de production.

En Turquie, depuis 2001, de sérieux problèmes sont apparus dans le secteur de l'agriculture et ne cessent de s'accroître. Le taux moyen de croissance annuelle du secteur est de 1,1 % et, selon les prévisions, si l'accélération en question se

poursuit de cette manière, la part totale de la production agricole va reculer à 7,8 % dans les cinq années à venir (2007-2013).

Par ailleurs, la part de l'emploi du secteur agricole va tourner autour de 18,9 %. Je



crois qu'à ce stade, il sera nécessaire de mettre en cause le système du DGD.

L'un des facteurs qui créent des problèmes dans le secteur est sa dépendance vis-à-vis du marché extérieur en ce qui concerne les revenus des exportations agricoles. Entre 2002 et 2004, l'importation exigée pour les produits agricoles se chiffrait à près de 2 milliards de dollars. Un autre facteur est que la productivité reste à un niveau très bas car les établissements sont de petite taille et fractionnés. Par ailleurs, durant cette dernière décennie, la totalité des terrains agricoles à grand rendement qui ont été éloignées de

la production agricole a atteint 1,26 million d'hectares. Et enfin, si l'on regarde la part du budget de l'OCDE consacrée à l'agriculture turque, la Turquie est en dernière place parmi les pays membres. En effet, les prix des produits agricoles sur les marchés internationaux peuvent être relativement bas par rapport aux produits industriels, il se peut, par ailleurs qu'il y ait du travail au noir, mais bien que le secteur ne soit pas riche du point de vue de création d'emplois, beaucoup de personnes ont réussi jusqu'à présent à se nourrir et à subvenir à leurs besoins. Mais dorénavant, ces dernières n'auront plus d'emploi et, ne pouvant plus subvenir à leurs besoins, vont migrer vers les grandes villes. Seulement ces questions ne vont pas disparaître et les problèmes du travail au noir dans les villes vont s'accroître. Pour finir, notre pays sera dépendant de l'extérieur car, non seulement le revenu des exportations agricoles va diminuer, mais nous allons aussi devoir importer de plus en plus de produits agricoles de l'étranger. C'est la raison pour laquelle il faudrait créer, sans perdre plus de temps, des politiques agricoles qui évoluent en parallèle avec les processus internationaux et qui aient pour but la résolution des problèmes nationaux.

*Dr. Selda Atik, chercheur à l'Université de Hacettepe

Le secteur de la lingerie en Turquie



*Eda Bozköylü

Le secteur de la lingerie a fait un bond considérable dans les années 1990 et a littéralement explosé au début des années 2000. Ce boom a placé la Turquie au troisième rang mondial du secteur. Le secteur turc de la lingerie a une part de 8,2 % dans l'exportation mondiale dans ce même secteur et la valeur globale de ses exportations atteint 1,3 milliard de dollars.

La Turquie est l'un des fournisseurs les plus importants de l'Europe et produit les plus grandes marques de luxe européennes dans le secteur de la lingerie. L'industrie turque de la lingerie a dépassé son objectif d'exportation globale de 800 millions en 2005. Malgré la croissance incroyable de ce secteur, subsiste cependant un problème majeur : le secteur a du mal à développer de grandes marques.

Même si le secteur de la lingerie fait partie des plus anciens secteurs industriels de Turquie, il n'existe pas une seule marque ou entreprise connue à l'échelle mondiale. Les entreprises

comme Kom, Ayyildiz et Zeki qui sont ancrées dans ce secteur produisent en général leur propre marque et n'ont pas pu évoluer car elles se sont surtout limitées au marché national. Tandis que les entreprises qui s'étaient tournées



vers l'exportation se font aujourd'hui connaître petit à petit.

D'ailleurs 80 % de la production totale sont

destinés à l'exportation et seulement 20 % sont destinés au marché intérieur. La Turquie, jusqu'à récemment, produisait pratiquement toute la consommation du marché national, mais on a été témoin d'une baisse de 60 % de la consommation intérieure des produits turcs à partir de 2004.

Selon les fabricants de lingerie, les prix plus abordables des produits en provenance de Chine ne sont pas la seule raison qui ait poussé les consommateurs à se tourner vers les produits chinois. La raison en est tout simplement que les consommateurs turcs considèrent la lingerie comme un besoin primaire et qu'ils ont donc pris l'habitude de s'en procurer sur les marchés et, de ce fait, ils se sont tournés vers la gamme que l'on appelle basic. En ce qui concerne les entreprises produisant la gamme tendance, la part de la production destinée à l'exportation atteint des chiffres très élevés, tandis que la part de la consommation interne reste faible.

La place du marché turc dans le secteur mondial de la lingerie.

Le secteur turc de la lingerie, essaie de combler la part des produits basics qu'il a perdu face à la Chine en baissant les prix des chaînes de magasins qu'il ouvre continuellement en Europe et aux États-Unis. De plus, le secteur attend un coup de pouce financier pour ce qui est de l'investissement des chaînes de détaillants de la part d'organisations comme la TOBB, TIM et ITO. La Turquie a élaboré des nouvelles stratégies, grâce à la suppression des quotas, afin de ne pas perdre sa place au sommet de la lingerie. Ce secteur qui comprend près d'un million de travailleurs et qui produit près de 36 % des exportations, commence son attaque du marché avec l'ouverture de chaînes de magasins en Europe et aux États-Unis.

D'après les données, la Turquie, qui possède 17 % du marché mondial, est troisième après la Chine et Hong Kong. Les pays concernés

par l'exportation de la lingerie turque sont premièrement les pays d'Europe et plus particulièrement l'Allemagne et le Royaume-Uni, les États-Unis étant à la troisième place. Pour ce qui est de l'importation, les trois premiers pays sont l'Italie, le Royaume-Uni et l'Espagne.

Il est précisé dans ce rapport que ces données vont amener la Turquie, qui possède des potentiels et déjà des capacités dans ce secteur, à un très haut niveau grâce à une bonne politique de soutien. Dans ce même rapport, il est démontré que le secteur possède d'énormes atouts malgré la menace de la Chine. Même si les plus grands exportateurs d'Europe sont la France, l'Allemagne et la Belgique, le rapport souligne que « la Turquie est le principal acteur du secteur. Le plus grand adversaire qu'est la Chine devient de plus en plus une menace, c'est pourquoi il est vital de créer au plus vite un plan stratégique et, mieux, des plans spécifiques à chaque pays. Pour augmenter les exportations, il est nécessaire de se développer davantage, grâce aux chaînes de magasins et aux réseaux de distribution, dans les pays européens qui représentent 46 % des exportations turques et aussi aux États-Unis, au Canada et au Mexique qui représentent 27 % des exportations ».

Du marché aux chaînes de magasins

La grande majorité des fabricants turcs sont issues des marchés. Un des problèmes que l'on rencontre ici est que ces entrepreneurs ont dû faire face à de sérieux problèmes pour installer leur affaire et qu'ils n'ont pas pu bénéficier d'un véritable savoir-faire. Cette situation a désavantagé les entrepreneurs qui n'ont pas réussi à suivre les changements du marché mondial. Tandis que 5 ans suffisent pour les entreprises françaises à créer une marque mondiale, il en faut 40, voire 50 ans pour les entreprises turques. Néanmoins, on croit fort que la Turquie va faire face aux nou-

velles exigences du secteur grâce à l'entrée en scène de la deuxième génération. Il est évident qu'un travail, tout comme la création de grandes marques, qui demande tout d'abord un investissement sérieux et important, devra surtout se réaliser avec des changements dans la perspective des investissements de la Turquie.

Une perspective changeante de la lingerie

Les ventes de lingerie connaissent un tournant dans le monde. L'époque des grosses ventes des brands labels comme les lingerie de Versace est révolue pour laisser la place aux stores labels, produits qui se vendent dans les grands magasins. Les plus grands diffuseurs de ces produits sont les magasins H&M, C&A, Newyorker et GAP. Les entreprises de lingerie turques produisent majoritairement pour les magasins H&M, C&A, British Home Store, Newyorker et pour les entreprises Wonderbra, DIM, Playtex, Lovable, Etam et Gossard.

Les entreprises travaillant pour ces magasins sont de toute manière leurs plus grands fournisseurs. Les fabricants turcs comme Eko Tekstil, Oba, Ethem, Benek, dont le nom ne vous dit pas grand-chose, produisent non pas sous leurs propres marques mais sous celles des entreprises dont ils sont les distributeurs. On ne peut cependant leur donner l'appellation de « façonniers » car elles contrôlent toute la production, depuis la création, jusqu'à la préparation de la collection. De cette manière, les créateurs de mode ont aussi une chance d'influencer la mode dans le secteur du textile.

*Eda Bozköylü, journaliste



Les appels d'offres pour la distribution de l'électricité en Turquie



*Aykut Küçükçaya

Les discussions sur la distribution d'électricité ont officiellement débuté après la publication de l'appel d'offres par le ministère de la Privatisation le 31 août 2006. Les négociations sur la distribution d'électricité, qui concerne 21 zones, ont commencé avec les 3 premières d'entre elles ; la S.A. de distribution d'électricité de Sakarya qui alimente les départements de la rive asiatique d'Istanbul (AYEDAŞ), comprenant les villes de Düzce, Bolu et Kocaeli, et la S.A. de distribution d'électricité Baskent qui dessert Ankara, Çankırı, Kastamonu, Zonguldak, Kırıkkale, Bartın et Karabük.

La région qui suscite le plus d'attention est la rive asiatique d'Istanbul : tandis que l'on s'attend à une chiffre d'affaires de 10 milliards de dollars résultant des négociations sur la distribution, l'annonce même d'une somme de 5 milliards, voire plus, pour la seule région d'Istanbul suffit à attirer les candidats.

La totalité des 28 entreprises qui sont candidates pour la rive asiatique d'Istanbul et les 30 entreprises candidates de la S.A. de distribution d'électricité de Sakarya ont subi une première présélection basée sur les critères d'aptitude. Pour le cas de la S.A. de distribution d'électricité de Baskent, seule une entreprise n'a pas pu obtenir d'agrément. Ainsi, 82 des 83 entreprises postulantes ont été acceptées.

Parmi les entreprises qui ont passé la pre-

mière sélection on retrouve les géants internationaux suivants : l'italienne Enel, les allemandes EON et EnBW, l'américaine AES, les françaises Suez-Tractebel et Edison SpA, l'espagnole Iberdrola.

Le potentiel de la Turquie, qui a connu une augmentation annuelle de 7 %, a sûrement joué un rôle dans le grand intérêt des entreprises étrangères.

Les entreprises turques qui rentrent dans la course sont Koç, Sabancı, Zorlu, Çalık, Park Holding, Doğuş, Anadolu, Doğan, Ak Enerji et Kayseri Elektrik.



Le duel France-Italie

L'entreprise française possède 95 % des actions de la centrale de Baymina qui produit de l'électricité en Turquie à partir de gaz naturel. La centrale d'Ankara a une puissance de 798 MW. Cependant, l'entreprise Suez-Tractebel a déjà postulé pour les trois premières zones de distribution.

Bien entendu, la centrale Baymina d'Ankara s'intéresse aussi à la zone de distribution de l'Entreprise de distribution électri-

que de Başkent. Cette centrale possède 2,2 % de l'entreprise Areva qui continue ses activités en Turquie, Areva, dont 75,9 % appartiennent à l'État français, produit des appareillages électriques. En 2006, les comités de direction des entreprises françaises GDF et Suez se sont mis d'accord pour la fusion des deux groupes. Avec cette fusion, le secteur de l'énergie va accueillir l'année prochaine un puissant groupe détenteur d'un contrat de 64 milliards d'euros.

La raison de cette fusion est l'intérêt que porte le groupe italien d'énergie Enel au groupe Suez. Le gouvernement français affirme avoir pris cette décision surprise après son inquiétude vis-à-vis de la tentative italienne. On peut dire que la manœuvre du Premier ministre français Dominique de Villepin a atteint son objectif avec la fusion de ces deux groupes.

Face à cette nouvelle situation, l'entreprise italienne Enel a pris une décision importante à quelques jours de la nouvelle année en signant un accord de fusion avec l'entreprise Enka, afin d'étudier et de créer des projets sur la distribution et la vente de l'électricité en Turquie. Leur premier grand pas a été de postuler ensemble pour la distribution d'électricité des entreprises Ayedaş, Sakarya et Başkent. Enel et Enka vont faire une proposition commune pour la totalité des actions de ces trois distributeurs turcs. Il va certes y avoir une grande concurrence dans cette course à la capitale, Ankara, et mais aussi à Istanbul.

D'actualité depuis 17 ans

La Turquie n'est pas étrangère aux appels d'offres de distribution d'électricité. En

1990, Aktaş Elektrik avait obtenu la distribution de Kayseri et de la rive asiatique d'Istanbul avant que la distribution de cette rive d'Istanbul soit de nouveau transféré au service public après une procédure judiciaire qui avait duré 12 ans.

Les holdings des grands groupes comme Doğan, Çukurova, Tekfen, Barmek, Fiba, Ihlas, Sützer, Ceylan, et les Chambres de Commerce et d'Industrie comme la Chambre d'Industrie d'Ankara s'étaient énormément intéressés aux précédents appels d'offres de ce secteur. Cependant, après l'annulation de l'appel d'offre du ministère de l'Énergie, par le Conseil d'État pour diverses raisons, TEDAŞ a de nouveau été retenu pour le programme de privatisation par le Grand Comité de planification en avril 2004.

À la même période, la carte routière du secteur avait été tracée avec la préparation du « Document de stratégie des réformes et privatisations du secteur de l'énergie électrique ». Selon ce document, les travaux concernant la privatisation devaient être achevés avant mars 2005 et le processus de privatisation de toutes les entreprises et régions commençant à cette période, devait aussi être bouclé au plus tard au mois de décembre 2006.

Mais le retard des réformes législatives a empêché le bon déroulement des événements. De ce fait, les organisations comme la Banque mondiale de l'UE et le FMI demandent à chaque occasion, une accélération de la privatisation du réseau de distribution d'électricité.

*Aykut Küçükçaya, journaliste au quotidien Cumhuriyet

Les atouts du marché turc

(Suite de la page 1)

Certes, l'ouvrier turc coûte moins cher qu'un ouvrier français, mais il est deux fois plus cher que son collègue roumain ou bulgare. C'est parce que la main-d'œuvre est excellente que l'on vient en Turquie. Tous les patrons français disent y avoir trouvé des collaborateurs extraordinaires, très consciencieux, hypermotivés, très réactifs, à tel point que certains cadres turcs ont été expatriés pour diriger d'autres filiales des groupes français. Certains groupes français, comme Renault, Areva ou Schneider, possèdent des usines en Turquie qui, en termes de qualité des produits fabriqués, sont les meilleures de leur réseau au niveau mondial. Ainsi, Schneider est venu en Turquie pour produire des équipements électroniques destinés au marché local et, aujourd'hui, une partie des produits fabriqués par Schneider à Izmir sont exportés dans le monde entier. Malheureusement, beaucoup de gens continuent à ne pas bien mesurer l'importance du marché turc. Pour leur part, les entreprises françaises ignorent de moins en moins la Turquie car, quand on regarde les exportations françaises; la Turquie est le douzième marché pour la France et c'est le sixième hors Union européenne.

Entre 2005 et 2006, l'activité de la Missions économique Turquie à Ankara et à Istanbul aura progressé de 40 à 50 %. Cela explique que 40 à 50 % d'entreprises de plus nous aient demandé de les aider et de les conseiller.

Dans quels secteurs les entreprises françaises investissent-elles ?

Nous pouvons dire qu'elles sont présentes à peu près dans tous les secteurs. Parmi les

250 entreprises françaises, une moitié est constituée de grands groupes et l'autre de PME-PMI. Nous pouvons prendre l'exemple d'un projet qui va récemment s'étendre en Turquie : le groupe Accor s'apprête à ouvrir ses premiers hôtels en 2007 et leur calendrier d'ouverture sur les 3-4 ans est très ambitieux. En Turquie, le secteur de l'automobile française est déjà bien implanté et, concernant l'agroalimentaire, quelques réalisations se sont concrétisées récemment avec l'arrivée d'Andros et de Bel. Tous les secteurs bougent et sont représentés.

Concernant votre activité, êtes-vous concurrents ou partenaires de la Chambre de Commerce et d'Industrie Française en Turquie (CCIFT)?

Nous sommes essentiellement complémentaires, parfois concurrents car nous avons deux types d'activités. Étant le bureau à l'étranger du ministère français de l'Économie, notre première activité est de suivre ce qui se passe dans le pays sur le plan macroéconomique ou bien au plan des négociations européennes. Bref, nous faisons le relais pour le compte de notre ministère et en relation avec l'ambassadeur, qui reste le patron de tous les services français, qu'ils soient économiques, culturels, éducatifs, militaires. Notre seconde activité – qui est particulièrement importante à Istanbul – c'est d'apporter appui et conseil aux sociétés françaises qui veulent investir ou exporter en Turquie.

La CCIFT a un rôle d'animateur de la communauté d'affaires franco-turque, d'organisateur d'événements, des dîners de travail, de déjeuners autour d'une per-

sonnalité. Dans ce cadre, nous sommes plutôt complémentaires. C'est dans le conseil aux entreprises que nous sommes concurrents. Mais nous ne nous faisons pas la guerre pour toutes sortes de raisons : d'abord nos activités sont très largement complémentaires, puis la Turquie possède une économie en pleine explosion et de plus en plus d'entreprises françaises s'y intéressent et disent qu'elles veulent y faire quelque chose. Il y a donc de la place pour tout le monde et nous entretenons d'excellentes relations, le plus important étant que l'on sache ce que font les uns et les autres pour ne pas arriver à une concurrence.

Pour bien couvrir le pays, deux missions économiques ont été nécessaires en raison de l'organisation du pays mais également de l'importance de son économie. L'équipe d'Ankara pour les relations avec les administrations turques, les organismes officiels, l'Europe centrale et des sujets sensibles comme l'énergie, les grands projets, les transports... L'équipe d'Istanbul pour suivre tous les autres secteurs de l'économie privée en Turquie.

Comment voyez-vous l'avenir des relations économiques entre les deux pays?

Je suis très confiant parce que le marché turc est sur une dynamique extrêmement forte et intéressante. Les entreprises françaises s'intéressent de plus en plus à la

Turquie, que ce soit pour exporter ou pour y investir. Évidemment, je préférerais que les relations bilatérales soient au beau fixe sur tous les points de vue.

Les tensions dans les négociations européennes peuvent avoir un impact momentané sur la monnaie turque, mais cela ne change rien aux fondements de l'économie turque qui sont très sains. La communauté internationale et les milieux financiers internationaux ont désormais confiance en la Turquie, ils voient bien que le pays a été assaini et que l'économie se développe. Certes, le déficit courant est inquiétant mais cela n'est pas malsain, il résulte essentiellement du fait que les entreprises turques sont en train de s'équiper, de se moderniser et d'augmenter leur capacité de production, tout cela étant garant de la croissance à venir de l'économie turque. Et les entreprises françaises ne s'y trompent pas.

Notre travail est à la fois compliqué et facile. Compliqué parce qu'on s'adresse à des gens qui, souvent, ne connaissent pas la Turquie et, ayant des préjugés défavorables, hésitant quand on leur dit qu'il faut aller en Turquie. Mais dès qu'ils sont arrivés, deux ou trois jours leur suffisent pour être convaincus et tous finissent par dire : « Nous avons été stupides de ne pas venir plus tôt ! »

Lorsque la loi sur ce qu'on appelle le génocide arménien a été votée, nous avons eu peur du comportement des Turcs envers les Français mais les hommes d'affaires turcs montrent leur professionnalisme en exprimant qu'ils ne font pas de politique, mais des affaires.

L' économie turque : Attention aux risques politiques



*Olcay Büyüktas

Dans le secteur économique, les principaux sujets qui créeront le plus de problèmes l'année prochaine sont ; le chômage, le déficit budgétaire, l'instabilité commerciale, l'économie informelle et la nouvelle loi sur la sécurité sociale entrant en vigueur en 2007. Les éléments qui vont le plus peser sur la situation se trouvent dans les facteurs nationaux, comme les élections locales, générales et présidentielle et, en politique étrangère, les négociations avec l'UE.

Depuis le 3 novembre 2002, date à laquelle le gouvernement actuel est arrivé au pouvoir en Turquie, nous avons eu une économie stable et une croissance économique qui semble durable. Cependant le taux de chômage, lui, n'a pas changé, il est de 10 % aujourd'hui et le fait que cela touche plus particulièrement les jeunes et les nouveaux diplômés est un danger réel. Malgré des taux de croissance consécutifs se situant aux alentours de 9 %, le taux de chômage reste le même. Et le manque d'investissement pour l'emploi nous indique que le problème du chômage persistera encore dans les trois années à venir. D'autre part, un autre danger est celui du déficit des opérations budgétaires qui s'accumule très rapidement. Même si cela ne présente pas un grand danger dans certains domaines, le déficit budgétaire – qui représente la crédibilité du pays – est estimé à 31 milliards de dollars. Le Programme économique avant participation (PEPA) présenté à l'Union européenne pour information et comprenant les plans pour les années 2007-2009, envisageait pour cette année un déficit budgétaire de 30,8 milliards de dollars après une amélioration attendue dans la stabilité des services. D'après ce

plan, l'année prochaine on s'attend à avoir une baisse pour atteindre 30,4 milliards de dollars, puis 28,7 milliards de dollars pour l'année 2008 et 27,4 milliards de dollars pour l'année 2009. Mais la plus grande organisation civile du monde des affaires qu'est l'Union des entrepreneurs et des industriels de Turquie (TÜSIAD), affirme que le déficit budgétaire représente un sérieux risque pour le développement économique. Le président de la TÜSIAD, Ömer Sabancı, dit: « L'importance du déficit budgétaire présente un risque pour le développement durable de l'économie. »

M. Sabancı attire l'attention sur ce fait: « Ces derniers temps, l'écart de la balance des opérations budgétaires a fortement augmenté », et il résume ainsi le point de vue du monde des affaires: « Nos craintes vis-à-vis des sources à long terme nécessaires pour financer ce déficit ne font qu'ajouter au côté inquiétant de cette situation. L'opinion publique débat de plus en plus sur le sujet de ce déficit constaté en 2006. Ce déficit budgétaire est devenu un facteur de risque pour le développement de l'économie turque. »

La mise en place d'éléments durables dans l'économie, comme une politique monétaire saine et, en même temps, d'éléments assurant cette durabilité, comme des investissements à l'étranger ou des objectifs fixés au niveau de l'inflation des pays qui possèdent une économie fragile comme la nôtre, n'est possible qu'avec un gouvernement susceptible de créer ce contexte et avec des avancées politiques qui favorisent un consensus dans le pays. C'est à cause des raisons citées ci-dessus que l'avenir du pays court un risque

important, surtout si l'on prend en compte les élections locales et générales, et plus important encore, l'élection présidentielle qui vont décider des 12 voire des 18 prochains mois. D'autre part, les discussions dans les négociations politiques internationales (la suspension des négociations, et surtout la question de Chypre et de l'ouverture des ports chypriotes), font partie des facteurs pouvant influencer directement l'économie du pays.

Le rapport de la Banque centrale

Afin que l'économie turque puisse continuer sagement son chemin, le milieu des affaires et des finances s'attend à ce que la Banque centrale investisse davantage pour le développement du pays et pour trouver des solutions aux risques futurs. Le Directeur général de l'économie de la banque de Yapı Kredi, M. Ahmet Çimenoglu, insiste sur le fait que, dans les rapports de la banque, les risques politiques n'ont pas été indiqués. Il précise aussi que, dans ces mêmes rapports de la Banque centrale, très peu de commentaires ont été faits sur les risques locaux et sur les risques politiques étrangers, alors qu'il aurait fallu insister davantage sur ces risques. Sur ce point, M. Çimenoglu indique que l'ancienne direction de la Banque centrale, lorsque les risques politiques étaient minimes, avait inscrit dans ses rapports qu'il était important de conserver la stabilité politique. M. Çimenoglu, affirme aussi que les derniers rapports du Conseil politique monétaire n'abordaient pas ce sujet et que cela a posé de sérieux problèmes. Le Secrétaire général de la Banque centrale (et journaliste au journal Hür-

Malgré des taux de croissance consécutifs se situant aux alentours de 9 %, le taux de chômage reste le même. Et le manque d'investissement pour l'emploi nous indique que le problème du chômage persistera encore dans les trois années à venir.

riyet), Erkan Mumcu pense que les facteurs politiques représentent un risque important, affirmant que le point le plus sombre de l'actualité économique est les facteurs politiques, et il pense que tant que les risques politiques continueront ainsi et gagneront du terrain, il sera impossible d'atteindre une stabilisation des marchés.

L'estimation de Fitch
L'Agence de notation financière internationale Fitch a déclaré récemment que l'année prochaine, au-delà des risques économiques, le pays allait être confronté à des risques politiques du fait des élections. Contrairement au tableau tout rose présenté par le gouvernement AKP, l'organisation a mis comme note un « BB- » concernant le crédit à long terme basé sur la monnaie étrangère et locale. L'organisation a déclaré que « La Turquie faisait aussi face aux risques politiques. » Le sommet de l'UE n'a pas donné lieu à un « accident de train », comme prévu mais l'avancée de la Turquie sur le chemin de l'UE est lente, mouvementée et bruyante et ne peut aboutir qu'en ayant résolu l'obstacle de Chypre. L'élections présidentielle attendue pour le mois de mai va augmenter la pression entre le gouvernement AKP et ses opposants, et l'incertitude règne quant aux élections générales de novembre. Fitch utilise les termes du Président des pays européens en voie de développement, Edwart Parker : « Au vu des données concernant les crédits de base à moyen terme, de l'enrichissement de la trésorerie et de l'augmentation du niveau de vie et avec l'effet des réformes structurelles, la Turquie peut remonter la pente. Mais 2007 sera sûrement une année difficile pour la Turquie, qui doit être plus sensible sur les sujets politiques, les déséquilibres macroéconomiques et les conditions globales financières qui peuvent provoquer un choc. »

*Olcay Büyüktas, journaliste au quotidien Cumhuriyet

Espagne – Turquie : des relations prometteuses en perspective

(Suite de la page 1)

En 2008, le Salon « Mondial Expo » va être organisé, avec pour thème l'eau. L'eau représente un élément très important pour nous. Souvent, on pense que la Turquie est un pays riche en sources et n'a pas de problèmes d'eau. Il n'en est rien car si beaucoup d'eau jaillit en Turquie, il en coule malheureusement une grande partie vers l'étranger. Lorsque l'on compare les statistiques, la Turquie est parmi les pays ayant un niveau d'eau moyen. Mais, nous devons bien gérer cette eau car nous avons de grands projets, notamment celui de transporter de l'eau vers Israël et y vendre de l'eau de façon permanente, ce projet représentant 32 milliards de dollars. Beaucoup d'autres grandes réalisations sont en projet en Turquie, qui apporteront du dynamisme sur les marchés mondiaux. Par exemple, le projet du tunnel du Bosphore à Istanbul est un projet de trois milliards et demi de dollars. Citons également le projet du pont du Golfe d'Izmit et le projet du pont qui permettra de passer du Bosphore aux Dardanelles. Ces projets seront très bientôt d'actualité. Il est aussi question d'un projet du train à grande vitesse et d'un projet de centrale nucléaire. Ces projets coûteront trois milliards et demi de dollars chacun mais ce sont également des projets qui créeront des emplois et auront des retombées économiques très positives, et pas seulement dans notre pays, en Europe aussi. Si l'Europe ne veut pas collaborer

à ces projets, nous nous tournerons vers le Japon ou les États-Unis. En effet, beaucoup de pays d'Europe semblent saturés et d'autres ne sont pas assez solides pour pouvoir s'investir dans ce genre de projets. Sur le plan énergétique, de grandes choses sont prévues : la Direction générale des Eaux de l'État a calculé que nous devons fabriquer 630 barrages avant 2020 et que ces barrages devaient être des barrages aux normes européennes d'après lesquelles un barrage doit avoir une digue d'au moins 15 mètres. Or, notre plus petit barrage dépasse déjà les 15 mètres. Construire 630 barrages demande l'intervention de 630 entreprises différentes et l'Espagne est un pays avec lequel nous pourrions volontiers réaliser ces projets.

Les relations économiques franco-turques La France était un des principaux pays à investir en Turquie et les sociétés françaises sont les plus nombreuses parmi les sociétés étrangères. Quelques investissements ont une valeur stratégique pour la Turquie, comme l'usine Renault de Bursa. Je ne pense pas qu'il y ait un changement dans la situation actuelle, mais si le gouvernement fait un appel d'offres, on ne peut pas dire à l'avance s'il préférera acheter Renault ou bien Mercedes... Cela sera certainement lié au comportement de la France dans ses relations avec notre pays. Actuellement, l'ambiance politique qui règne empêche Renault de poursuivre ses activités en toute tranquillité

: personne ne veut fermer ses portes à Renault mais la population ne soutient plus le constructeur français. Pour les projets et appels d'offres à venir, les derniers événements qui auront eu lieu ne seront évidemment pas mis de côté. Quant aux autorités militaires, nous nous apercevons que leur sensibilité qui est beaucoup plus grande : le ministre de la Défense a affirmé que la France n'avait pas été invitée au Salon de la Défense, peut-être en réaction aux récentes manœuvres anti-turques des Français. La Turquie est un pays ayant la possibilité de faire de gros investissements dans le secteur de la défense, elle a des projets d'achat de chars, d'hélicoptères, d'avions..., l'ensemble représentant fina-

lement un énorme potentiel puisque nous avons déjà acheté 136 Airbus et 27 Boeing. Boeing est un constructeur dont les avions possèdent une très haute technologie et si, aujourd'hui, nous devons acheter des avions, je ne pense pas que nous déciderions de passer commande à Airbus. En résumé, je ne pense pas que les récents événements entre la France et la Turquie vont aider nos relations économiques. Tout doit être mutuel et, à chaque effort que nous avons fait pour arranger ces relations, on a dressé devant nous un nouvel obstacle. J'espère que, très bientôt, nos relations vont se remettre sur la bonne voie.

Bilge Demirkazan

ALT
économie

Le premier
journal
économique
francophone
de la
Turquie

Edition France : Edité par Les Editions CVMag, 37 rue d'Hauteville 75010 Paris-France, Tel: 01 42 29 78 03, Fax: 01 42 29 54 20 • Directeur de la publication : Mireille Sadège • Commission paritaire : en cours
Edition Turquie : Edité par Bizimavrupa Yay. Hiz. Ltd. Kadıköy, Moda Caddesi, No: 77 Istanbul • Tél. 0 216 550 22 50 • GSM : 0 533 294 27 09 • Fax: 0 216 550 22 51 • www.ajournalturquie.com alaturque@gmail.com Directeur de la publication / sahibi: Bizim Avrupa Yayıncılık Hizm. San. ve Tic. Ltd. Sti. adına Hossein Latif Dizadji • Genel Yayın Yönetmeni : Hüseyin Latif • Directrice de la rédaction : Mireille Sadège • Sorumlu Yazışleri Müdürü: Bilge Demirkazan • Comité de rédaction: Hüseyin Latif (Président), Mireille Sadège, Bilge Demirkazan, Haydar Çakmak, Gazi Uçkun, Hasan Latif, Hugues Richard, İlhan Kesici, Kasım Zoto, Muhittin Karabulut, Müge Gürs, Yves - Marie Laouénan • Ont participé à ce numéro: Özlem Kesen, Aykut Küçükçaya, Eda Bozköylü, Olcay Büyüktas • Correction : François Beaufeist • Photo : Emir Keremzade (Stagiaire) • Traduction: Trio Correspondante Paris : Sujatha Samy • Conception: Ersin Uçkardeş, Ali Yüksel, Fatih Geren • Imprimé par Üç Er Ofset Massit 5. Cadde No:15 Bağcılar İst. - TR Tél. 0212 283 34 33 • Distribution: GeoPost Yurtiçi Kargo, NMPP • Tous droits réservés. Aujourd'hui la Turquie et Alt économie sont des marques déposées. Ce numéro de Alt économie est offert par le journal Aujourd'hui la Turquie. Dépositaire des droits à l'étranger : Les Editions CVMag • N° ISSN : en cours.